



CAM btp

CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables

Entreprise régie par le Code des assurances - Siret 778 847 319 00150

Siège social : ESPACE EUROPÉEN DE L'ENTREPRISE - 14 AVENUE DE L'EUROPE – 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 70016 - 67014 STRASBOURG CEDEX

Tél. : 03 88 37 69 00 – Fax : 03 88 37 69 99 – www.camacte.com



RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE (SFCR) AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

SOMMAIRE

A.	ACTIVITÉ ET RÉSULTATS.....	4
A.1.	ACTIVITÉ	4
A.1.1.	IDENTITÉ DE L'ENTREPRISE	4
A.1.2.	AUTORITÉ DE CONTRÔLE CHARGÉE DU CONTRÔLE FINANCIER	4
A.1.3.	AUDITEUR EXTERNE DE L'ENTREPRISE	4
A.1.4.	COMPOSITION DU CAPITAL.....	5
A.1.5.	POSITION OCCUPÉE PAR L'ENTREPRISE DANS LA STRUCTURE JURIDIQUE DU GROUPE.....	5
A.1.6.	CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTIVITÉ	5
A.1.7.	FAITS MARQUANTS.....	5
A.2.	RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION.....	5
A.3.	RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS	6
A.4.	RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS.....	7
A.5.	AUTRES INFORMATIONS.....	7
B.	SYSTÈME DE GOUVERNANCE.....	8
B.1.	INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE	8
B.1.1.	LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	8
B.1.2.	LE BUREAU.....	8
B.1.3.	LES TRAVAUX DU CONSEIL.....	8
B.1.4.	LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	8
B.1.5.	LES DIRIGEANTS EFFECTIFS	9
B.1.6.	LES COMITÉS SPÉCIALISÉS	9
B.1.7.	LES FONCTIONS CLÉS	9
B.1.8.	LA POLITIQUE ET LES PRATIQUES DE RÉMUNÉRATION APPLICABLES AUX MEMBRES DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION, DE GESTION OU DE CONTRÔLE ET AUX RESPONSABLES DE FONCTIONS CLÉS.....	10
B.2.	EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ	11
B.2.1.	PERSONNES CONCERNÉES	11
B.2.2.	EXIGENCES EN MATIÈRE D'HONORABILITÉ.....	11
B.3.	SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ	13
B.3.1.	DÉFINITION DU RISQUE	13
B.3.2.	APPÉTENCE AU RISQUE.....	14
B.4.	SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE	20
B.4.1.	DÉFINITION	20
B.4.2.	IDENTIFICATION	20
B.4.3.	ÉVALUATION.....	20
B.4.4.	LES ACTEURS	21
B.5.	FONCTION D'AUDIT INTERNE	23
B.5.1.	PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	23
B.5.2.	PROGRAMME D'AUDIT	24
B.5.3.	DÉROULEMENT D'UN AUDIT	24
B.6.	FONCTION ACTUARIELLE	25

B.7.	SOUS-TRAITANCE	26
B.7.1.	PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES VISÉES	26
B.7.2.	RÈGLES EN MATIÈRE DE SOUS-TRAITANCE.....	26
B.8.	AUTRES INFORMATIONS.....	27
C.	PROFIL DE RISQUE	27
C.1.	RISQUE DE SOUSCRIPTION.....	27
C.1.1.	IDENTIFICATION DES RISQUES	27
C.1.2.	ATTÉNUATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION.....	29
C.1.3.	TESTS DE RÉSISTANCE	30
C.2.	RISQUE DE MARCHÉ	31
C.2.1.	IDENTIFICATION DES RISQUES	31
C.2.2.	PROCESSUS D'INVESTISSEMENT ET DISPOSITIF DE MAÎTRISE DES PRINCIPAUX RISQUES FINANCIERS	32
C.2.3.	CHOIX DES INDICATEURS DE RISQUE	36
C.2.4.	DÉTERMINATION DES LIMITES	36
C.2.5.	PROCÉDURE EN CAS DE DÉPASSEMENT DES LIMITES	36
C.2.6.	TESTS DE RÉSISTANCE	37
C.3.	RISQUE DE CRÉDIT	37
C.4.	RISQUE DE LIQUIDITÉ.....	38
C.5.	RISQUE OPÉRATIONNEL.....	39
C.5.1.	NIVEAU DE RISQUE CIBLE	39
C.5.2.	RISQUES MAJEURS	39
C.5.3.	LE DISPOSITIF DE MAÎTRISE	40
C.6.	AUTRES RISQUES IMPORTANTS.....	41
C.7.	AUTRES INFORMATIONS.....	42
D.	VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ.....	42
D.1.	ACTIFS	42
D.2.	PROVISIONS TECHNIQUES.....	43
D.3.	AUTRES PASSIFS	47
D.4.	MÉTHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES.....	48
D.5.	AUTRES INFORMATIONS.....	48
E.	GESTION DU CAPITAL	48
E.1.	FONDS PROPRES.....	48
E.1.1.	FONDS PROPRES SOCIAUX.....	48
E.1.2.	FONDS PROPRES ÉLIGIBLES POUR COUVRIR LE CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET FONDS PROPRES DE BASE ÉLIGIBLES POUR COUVRIR LE MINIMUM DE CAPITAL REQUIS.....	49
E.2.	CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS.....	50
E.3.	UTILISATION DU SOUS-MODULE «RISQUE SUR ACTIONS» FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS.....	52
E.4.	DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ.....	52
E.5.	NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS.....	52
E.6.	AUTRES INFORMATIONS.....	52
	GLOSSAIRE	53

PRÉAMBULE

Le présent rapport est établi conformément au RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2015/35 DE LA COMMISSION EUROPÉENNE du 10 octobre 2014 complétant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II).

Les informations à publier dans le présent rapport sont considérées comme importantes si leur omission ou leur inexactitude est susceptible d'influer sur la prise de décision ou le jugement des utilisateurs de ce document, y compris les autorités de contrôle.



A. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

A.1. ACTIVITÉ

A.1.1. IDENTITÉ DE L'ENTREPRISE

La Caisse d'Assurance Mutuelle du Bâtiment et des Travaux Publics (CAM btp) est une société d'assurance mutuelle à cotisations variables régie par le code des assurances. Elle a été créée en 1926. Son siège social est situé au 14 avenue de l'Europe à Schiltigheim (67) au sein de l'Espace Européen de l'Entreprise.

La CAM btp peut pratiquer les opérations d'assurance de toute nature, visées à l'article L. 310-1 du Code des Assurances, pour lesquelles elle a reçu l'agrément conformément à la réglementation en vigueur, à savoir.

- 1 - Accidents
- 2 - Maladie
- 3 - Corps de véhicules terrestres
- 7 - Marchandises transportées
- 8 - Incendie et éléments naturels (a, b, c, d, e)
- 9 - Autres dommages aux biens
- 10 - Responsabilité civile véhicules terrestres automoteur
- 13 - Responsabilité civile générale
- 16 - Pertes pécuniaires diverses (d, e, g, h, i, j, k)
- 17 - Protection juridique

Elle peut opérer en coassurance et céder en réassurance tout ou partie des risques énoncés ci-dessus. Elle peut également accepter en réassurance des risques relevant de l'ensemble des branches de l'article R321-1 du code des assurances.

La CAM btp, ses filiales (ACTE iard, ACTE vie, ACTE Services, ACOTEX) et le GIE CAMACTE auquel adhèrent ces 5 entités, constituent le Groupe CAMACTE.

A.1.2. AUTORITÉ DE CONTRÔLE CHARGÉE DU CONTRÔLE FINANCIER

La CAM btp est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, autorité française de supervision des organismes d'assurance située 61 rue Taitbout à Paris 9ème.

A.1.3. AUDITEUR EXTERNE DE L'ENTREPRISE

Le Commissaire aux Comptes titulaire de la CAM btp est le cabinet MAZARS de Strasbourg représenté par Mme Laurence FOURNIER, associée.

Le Commissaire aux Comptes suppléant est le cabinet MAZARS de Paris, représenté par M. Nicolas ROBERT, associé.

Leurs mandats renouvelés en 2011 courent jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

A.1.4. COMPOSITION DU CAPITAL

La CAM btp est une société d'assurance mutuelle dont le fonds d'établissement s'élève à 400 000 euros.

A.1.5. POSITION OCCUPÉE PAR L'ENTREPRISE DANS LA STRUCTURE JURIDIQUE DU GROUPE

La CAM btp est affiliée à la Société de Groupe d'Assurance Mutuelle du BTP (SGAM btp). Son Directeur Général est Directeur Général délégué de la SGAM btp.

A.1.6. CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTIVITÉ

La CAM btp exerce son activité sur le territoire français. Elle ne pratique pas la LPS.

Le volume de primes émises directes nettes d'annulations par lignes d'activité est le suivant :

Ligne d'activité		2016	2015	% 2016	% 2015
2	Protection de revenus	10,11	9,78	14,57	13,65
4	RC Auto	3,56	3,68	5,13	5,14
5	Auto, autres risques	5,32	5,62	7,68	7,84
6	Marine, Aviation et Transport	0,37	0,35	0,54	0,48
7	Domage aux biens	10,80	10,60	15,57	14,79
8	RC Générale	35,86	38,38	51,70	53,58
10	Protection juridique	0,75	0,40	1,09	0,56
12	Pertes pécuniaires diverses	2,58	2,82	3,73	3,94
TOTAL		69,35	71,63		

Le volume des primes acquises acceptées par lignes d'activité est le suivant :

Ligne d'activité		2016	2015	% 2016	% 2015
13	Réassurance frais médicaux	23,19	21,05	64,92	63,07
19	Réassurance Incendie et autres dommages aux biens	0,28	0,13	0,79	0,40
20	Réassurance Responsabilité civile générale	12,22	12,16	34,22	36,43
24	Réassurance Pertes pécuniaires diverses	0,02	0,03	0,07	0,10
TOTAL		35,71	33,37		

L'activité de réassurance représente 34,15% des primes acquises totales en 2016 contre 31,80% en 2015.

A.1.7. FAITS MARQUANTS

Aucun fait marquant n'est à signaler au cours de l'exercice 2016.

A.2. RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION

Le résultat technique de la CAM btp est un excédent de 17,24M€ contre 1,66M€ en 2015.

Le résultat de souscription (primes acquises – charges des prestations) est globalement de 20,84M€ contre 2,97M€ en 2015, soit une multiplication par 7.

La répartition du résultat de souscription par ligne d'activité est la suivante :

Ligne d'activité (montant en millions d'euros)		2016	2015	Variation
2	Protection du revenu	1,52	1,69	- 9,66%
4	Responsabilité civile automobile	-1,15	0,17	- 791,78%
5	Autre assurance VTM	1,86	2,15	- 13,63%
6	Maritime, aérien, transport	0,30	0,23	+ 29,28%
7	Incendie et autres dommages aux biens	3,96	3,86	+ 2,61%
8	Responsabilité civile générale	7,88	-11,18	- 170,44%
10	Protection juridique	0,72	0,36	+ 102,11%
12	Pertes pécuniaires diverses	0,76	1,38	- 44,69%
TOTAL AFFAIRES DIRECTES		15,85	-1,34	+17,21M€
13	Réassurance Frais médicaux	2,49	2,62	- 4,90%
19	Réassurance Incendie et autres dommages aux biens	1,33	2,14	- 37,99%
20	Réassurance Responsabilité civile générale	1,24	-0,44	- 381,24%
24	Réassurance Pertes pécuniaires	-0,07	0,00	- 2409,61%
TOTAL REASSURANCE ACCEPTEE		4,99	4,32	+15,39%
TOTAL GENERAL		20,84	2,98	+17,87M€

A.3. RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

Les placements sont sous la responsabilité d'une personne prudente qui est le Directeur Financier du Groupe CAMACTE. Il est directement sous la responsabilité du Directeur Général de la CAM btp. La société ne tient pas compte des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance dans sa politique d'investissement.

Le volume total des placements nets ressort à 694,57M€ (hors trésorerie), contre 738,73M€ en 2015 soit une diminution de 5,98%.

Le total des comptes à terme et comptes sur livrets émis par des grandes banques françaises représente un total de 205,45M€ contre 191,65M€ en 2015.

Les pensions livrées réalisées qui portaient sur des obligations d'État Françaises (OAT) et Européennes (EIB) pour un total de 26,39M€ (valeur de réalisation à la date de l'opération) ont été entièrement remboursées. En contrepartie de la pension de ces titres, la CAM btp avait reçu 25,13M€ de trésorerie immédiatement réinvestis en totalité en comptes à terme.

Les rendements des actifs obligataires étant très faibles, proches de zéro voire avec des taux actuariels négatifs, la société a choisi de souscrire des actifs monétaires avec des taux de rendement compris entre 0,5 et 4,5%. Les produits choisis sont des comptes à terme et comptes sur livrets ; les opérations de pensions livrées autorisées par le Conseil d'Administration n'ont pas été reconduites à fin 2016 en raison de conditions défavorables.

Les comptes courants bancaires rémunérés qui s'élevaient à 1,24M€ à fin 2015 sont d'un niveau proche de zéro à la clôture de l'exercice.

Si on ajoute aux placements, les comptes rémunérés et les comptes sur livrets souscrits depuis 2012 et comptabilisés en comptes courants à hauteur de 73,75M€ (20,95M€ à fin 2015), les actifs rémunérés totaux représentent 768,32M€ contre 760,91M€ à fin 2015 (+0,97%).

La société a arbitré un certain nombre de lignes d'actifs. Ces cessions ont dégagé un résultat net de 3,04M€ (8,68M€ en 2015).

Les différences sur prix de remboursement nettes sont de 0,22M€ (0,34M€ en 2015).

Les opérations d'inventaire et d'analyse des conditions de dépréciation des actifs financiers ont abouti à une augmentation du stock de provisions pour dépréciations de 5,68% qui s'élève à 2,73M€.

La situation des marchés financiers à fin 2016 a conduit à doter 0,15M€ de provisions pour dépréciation durable (reprise de 0,23M€ en 2015).

À la fin de l'exercice, le portefeuille présente des plus-values latentes totales de 125,68M€ soit 15,40% du total du portefeuille financier, contre 120,56M€ et 14,04% à fin 2015. Les plus-values latentes sur les participations représentent 29,63M€ contre 29,88M€ à fin 2015.

Le parc immobilier est certifié annuellement et expertisé tous les cinq ans conformément aux dispositions du Code des assurances. L'immeuble de l'ancien siège à Strasbourg, toujours en cours de cession, est retenu pour sa valeur nette comptable. La gestion immobilière a donné lieu à quelques investissements notamment dans le cadre de la SCI Foncière CAMACTE détenue à hauteur de 85% par la CAM btp et 15% par sa filiale ACTE iard. Cette société possède quatre immeubles de rapport pour une valeur nette comptable de 28,96M€ (-0,75% par rapport à fin 2015). Un cinquième immeuble est acquis par voie de VEFA à Bordeaux et sera livré au premier trimestre 2018.

À fin 2016, le parc immobilier est composé d'immeubles de placement détenus en direct pour une valeur nette comptable de 17,31M€, de parts de SCI ou OPCI pour 36,39M€ et d'immeubles d'exploitation pour 8,99M€, soit un total de 62,69M€ (51,95M€ à fin 2015). Ces actifs ont une valeur de réalisation de 78,19M€ (63,96M€ à fin 2015).

La société a appliqué les règles standards de l'article R343-10 (ex R332-20) pour le provisionnement des actifs non amortissables : ceux ayant connu une dépréciation de plus de 20% de leur valeur sur une durée de 6 mois consécutifs précédant l'arrêté des comptes ont donné lieu à dotation pour dépréciation durable. Une valeur recouvrable est déterminée et une provision pour dépréciation durable est constatée pour l'écart entre la valeur brute du titre et cette valeur recouvrable. Le montant des PDD est entièrement recalculé à chaque inventaire.

Le stock de provisions pour dépréciation de la poche R343-10 s'élève à 3,61M€ à fin 2016 contre 2,46M€ à fin 2015. Aucune PDD n'a été dotée au titre des actifs relevant de l'article R343-9 (ex R332-19) Deux immeubles et les titres d'une entreprise liée font l'objet d'une PDD pour un total de 0,12M€ (idem à 2015).

Le portefeuille des titres classés en R343-10 étant en situation de plus-value latente, la société n'a pas eu à constater de Provision pour Risque d'Exigibilité.

Les amortissements des composantes du nouveau siège du Groupe sont de 0,56M€ comme en 2015. Les loyers intra-groupe s'élèvent quant à eux à 0,82M€ contre 0,83M€ en 2015.

Les revenus obligataires passent de 7,68M€ à 4,90M€, soit une diminution de 36,12%. Après jeu des différences de prix d'achat et cession des obligations (surcotes-décotes), les revenus fixes s'élèvent à 4,69M€ contre 7,34M€ à fin 2015.

Les autres revenus sur titres ont quant à eux augmenté de 42,55% à 10,71M€ (7,51M€ à fin 2015). Les dividendes immobiliers provenant de la SCI Foncière CAMACTE se sont élevés à 0,99M€ en 2016 contre 0,88M€ pour 2015, et ceux en provenance de SCPI ou OPCI à 0,21M€ contre 0,18M€ à fin 2015.

Au total, les produits des placements y compris produits financiers sur acceptations, hors plus-values sur réalisations, produits des différences de prix de remboursement à percevoir et reprises de PDD, ont augmenté de 3,66% et ressortent à 15,40M€ (14,85M€ à fin 2015).

Avant jeu des reprises et provisions pour dépréciation, le résultat financier est de 16,36M€ contre 21,30M€ à fin 2015.

Le résultat financier net 2016, y compris variation des provisions, est de 16,21M€, contre 21,52M€ en 2015 soit une diminution de 24,68%.

A.4. RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS

La CAM btp ne pratique pas d'autre activité que ses opérations d'assurance.

A.5. AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante relative à l'activité et aux résultats de la CAM btp n'est à signaler.

B. SYSTÈME DE GOUVERNANCE

B.1. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

B.1.1. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

En vertu des dispositions statutaires de la société, le Conseil d'Administration est composé de trois administrateurs au moins et trente au plus nommés par l'Assemblée Générale des sociétaires ou des représentants des sociétés assurées, à jour de leurs cotisations, et d'un administrateur élu par le personnel de la Société. La qualité d'Administrateur est attachée au statut de sociétaire.

Du 16 juin 2016 au 13 juin 2017, le Conseil d'Administration est composé de 20 membres dont 19 élus par l'Assemblée Générale et 1 élu par les salariés dans les conditions fixées par la loi du 24 juillet 1966.

Le rôle du Conseil d'Administration est défini par les statuts, qui reprennent les dispositions légales et réglementaires.

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale Ordinaire. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société.

B.1.2. LE BUREAU

Conformément aux statuts, le Conseil d'Administration élit chaque année, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, un Bureau composé de 7 membres.

Le Bureau est spécialement chargé de suivre les affaires courantes et d'exercer, au nom du Conseil, un contrôle permanent sur la marche de la Société.

Le Bureau prépare les dossiers à soumettre au Conseil d'Administration, veille à la qualité des informations qui lui sont données et facilite ainsi les prises de décisions.

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale Ordinaire. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société.

Depuis la dernière assemblée générale de juin 2016, le Bureau s'est réuni à trois reprises

B.1.3. LES TRAVAUX DU CONSEIL

Le Conseil s'est réuni à 4 reprises au cours de l'année 2016-2017.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.

Le Conseil d'Administration est responsable envers la Société de la gestion de la Direction Générale.

Le Conseil a été convoqué avec communication d'un ordre du jour comportant des thèmes récurrents :

- approbation du procès-verbal de la précédente réunion ;
- analyse des comptes (provisoires puis définitifs) de la CAM btp et de ses filiales, adoption du rapport de gestion ;
- situation de la CAM btp et de ses filiales à la fin du mois précédant la réunion du conseil ;
- sinistres importants ;
- fixation des tarifs applicables au 1er janvier de l'année suivante ;
- examen des rapports réglementaires ;
- examen du rapport groupe sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- définition de la politique de placements ;
- adoption des politiques écrites ;
- adoption du rapport de la fonction clé actuarielle.

Parmi les principaux thèmes non récurrents traités par le Conseil, au cours de l'année écoulée, il convient de citer :

- plan stratégique 2011-2014 de la SGAM BTP et sa déclinaison au niveau de la CAM btp
- évolution de la gouvernance de la SGAMBTP au regard de la directive solvabilité 2 et des textes de transposition sur les groupes.

B.1.4. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale Ordinaire. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société.

B.1.5. LES DIRIGEANTS EFFECTIFS

En sa séance du 20 octobre 2015, le Conseil d'Administration a désigné les deux dirigeants effectifs de la société à effet du 1er janvier 2016, à savoir le Directeur Général nommé en 2001 et un Directeur Général Adjoint choisi parmi les cadres de direction du Groupe CAMACTE. Ce dernier, rattaché au Directeur Général, est doté de pouvoirs délégués sur l'ensemble des domaines de l'entreprise avec la même autorité que le Directeur Général.

Les statuts, qui reprennent les dispositions légales et réglementaires, déterminent le mode de fonctionnement du Conseil ainsi que les pouvoirs du Directeur Général.

Le Conseil d'Administration a limité les pouvoirs du Directeur Général dans deux domaines particuliers :

- le Directeur Général n'a pas le pouvoir de vendre ou acheter des biens immobiliers ;
- il ne peut créer des filiales de la CAM btp sans l'accord préalable du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général réunit chaque mois le Comité de Direction, composé des cadres de direction du Groupe et du responsable des ressources humaines.

Le comité examine la situation de la CAM btp et de ses filiales arrêtée au mois précédent et les événements connus survenus pendant le mois en cours, en matière de sinistres en particulier ; à noter que les membres des directoires des filiales sont membres de ce Comité de Direction.

B.1.6. LES COMITÉS SPÉCIALISÉS

☐ COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Conformément à l'article 14 de l'ordonnance n° 2008-1278 du 8 décembre 2008, le Conseil d'Administration s'est doté d'un Comité d'Audit et des risques dont la mission est d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières, et de la gestion des risques au sein du Groupe.

Depuis l'Assemblée Générale ayant statué sur les comptes de 2014 il est composé de trois administrateurs, dont l'un représente la CAM btp au sein du comité d'audit de la SGAM BTP.

Le président du Comité d'Audit est M. Gérard MOYSE, Vice-président de la CAM btp.

Le Comité d'Audit s'est réuni deux fois. Il a examiné les projets de comptes annuels 2016 avant la délibération du Conseil. Il a entendu le commissaire aux comptes et a donné un avis favorable pour la présentation du présent rapport, ainsi que pour le renouvellement du mandat des commissaires aux comptes titulaire et suppléant de la CAM btp. Il a également reçu communication des politiques écrites des risques avant approbation par le Conseil d'Administration. Le comité d'audit est également informé des rapports d'audit réalisés et des suites réservées à leurs conclusions et préconisations.

☐ COMITÉ IMMOBILIER ET GESTION D'ACTIFS

Il est composé de deux des Vice-présidents du Conseil d'Administration de la CAM btp, d'un membre du bureau, d'un administrateur spécialisé dans les activités immobilières (notamment la promotion immobilière de logements) et d'un ancien professionnel de la finance qui n'a pas la qualité d'administrateur.

Ce comité est chargé d'analyser les projets d'investissements mobiliers et immobiliers de placement proposés par la Direction Financière, donner un avis consultatif et rendre compte au Conseil.

Le Président du Conseil d'Administration reste le seul à se voir conférer par celui-ci les pouvoirs les plus étendus de disposition, et notamment celui d'effectuer toutes transactions en valeurs immobilières.

B.1.7. LES FONCTIONS CLÉS

Les quatre fonctions clés sont définies par les articles 44 à 48 de la Directive Solvabilité 2.

- Ä la fonction vérification de la conformité est sous la responsabilité du Directeur des règlements et des Affaires Juridiques.
- Ä la fonction actuarielle est sous la responsabilité du Directeur Général Adjoint, membre de l'institut des actuaires.
- Ä la fonction clé gestion des risques est sous la responsabilité du Directeur des comptabilités, systèmes d'information et gestion des risques.
- Ä la fonction clé audit interne est sous la responsabilité du Directeur Général.

B.1.8. LA POLITIQUE ET LES PRATIQUES DE RÉMUNÉRATION APPLICABLES AUX MEMBRES DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION, DE GESTION OU DE CONTRÔLE ET AUX RESPONSABLES DE FONCTIONS CLÉS

B.1.8.1. RÈGLES EN MATIÈRE DE RÉMUNÉRATION

La politique de rémunération s'applique à la société et doit être portée à la connaissance de l'ensemble des collaborateurs.

Elle fait l'objet d'une gouvernance claire, transparente et efficace.

B.1.8.1.1. Pour les membres des organes d'administration, de gestion ou de contrôle de l'entreprise d'assurance

Conformément à l'article R322-55-1 du code des assurances (CDA), les fonctions d'administrateur et de mandataire mutualiste de la CAM btp sont gratuites.

Cependant comme le prévoient les statuts, le Conseil d'Administration peut décider d'allouer des indemnités pour temps passé à ses membres, dans des limites fixées par l'Assemblée Générale, et de rembourser leurs frais de déplacement, de séjour et de garde d'enfants.

L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice fixe, sur proposition du Conseil d'Administration, l'enveloppe globale de rémunération des administrateurs ainsi que celle des mandataires mutualistes et des membres des comités spécialisés.

Le montant unitaire de l'indemnité pour temps passé et les conditions de remboursement des frais de déplacement sont arrêtées par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau.

Le Président informe chaque année l'Assemblée Générale du montant des rémunérations et indemnités effectivement allouées, des frais remboursés et des avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social et aux mandataires mutualistes par la société, par les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-16 du code de commerce ou par la société qui contrôle, au sens du même article, la société dans laquelle le mandat est exercé.

B.1.8.1.2. Pour les membres de la direction

Les dirigeants effectifs sont le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint de la CAM btp.

Le Comité de Direction est composé, outre le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint, de 5 responsables de directions. La Responsable des Ressources Humaines et la Responsable du Département Assurances de Personnes sont invitées aux séances du Comité de Direction.

Directeur Général

La rémunération du Directeur Général est fixée par le Conseil d'Administration. Son évolution est arrêtée annuellement.

Les éléments de rémunération du Directeur Général se composent :

- § d'un salaire fixe mensuel,
- § d'une part variable versée annuellement par la filiale ACTE iard.

Directeur Général Adjoint et autres Directeurs

Le Directeur Général détermine la rémunération des membres du Comité de Direction.

La rémunération des membres du Comité de Direction est composée d'un salaire fixe mensuel et d'une prime variable versée annuellement.

B.1.8.1.3. Titulaires des fonctions clés

Les titulaires des fonctions clés sont membres du Comité de Direction et leur rémunération relève par conséquent des dispositions qui précèdent. La responsabilité des fonctions clés s'accompagne d'une prime définie par le Directeur Général.

Le critère premier de détermination de l'évolution des rémunérations est l'atteinte d'objectifs se traduisant par la rentabilité des opérations, l'accroissement des fonds propres et la préservation d'un haut niveau de solvabilité.

B.1.8.1.4. Salariés dont l'activité professionnelle a un impact important sur le profil de risque de l'entreprise

Le Directeur Général fixe les principes généraux de la politique de rémunération des salariés dont l'activité professionnelle a un impact important sur le profil de risque de l'entreprise. Leur activité est encadrée par des règles limitant leurs pouvoirs en matière de prise de risques.

a) Les commerciaux

Le dispositif de rémunération des commerciaux comporte une partie fixe et une rémunération variable exprimée sous la forme d'une prime de performance individualisée. Elle est déterminée annuellement en fonction de critères objectifs et validée par le Directeur Général.

b) Les souscripteurs de risques

Le dispositif de rémunération des souscripteurs de risques est identique à celui des autres collaborateurs salariés.

c) Les gestionnaires d'actifs

Le dispositif de rémunération des souscripteurs de risques est identique à celui des autres collaborateurs salariés.

B.1.8.1.5. Autres collaborateurs salariés

La rémunération globale définie par la société repose sur les principes suivants :

- § offrir une rémunération globale équitable et compétitive afin de pouvoir attirer et motiver,
- § encourager l'implication et la performance de tous en valorisant la contribution, tant individuelle que collective, à la performance du Groupe.

La rémunération des salariés de la société est composée d'un salaire de base et fixes déterminés par les conventions collectives des sociétés d'assurance.

B.2. EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ

B.2.1. PERSONNES CONCERNÉES

Les exigences de compétence et d'honorabilité issues des articles 42 et 43 de la directive Solvabilité 2 s'appliquent aux personnes suivantes :

- membres des organes d'administration, de gestion ou de contrôle de l'entreprise d'assurance
- les dirigeants effectifs
- titulaires des fonctions clés

Pour la CAM btp, sont donc concernés :

- les administrateurs, qui peuvent être soit des personnes physiques soit des personnes morales. Les représentants permanents des personnes morales sont soumis aux mêmes règles et obligations que les administrateurs nommés en nom propre ;
- les dirigeants effectifs
- les titulaires des fonctions clés

B.2.2. EXIGENCES EN MATIÈRE D'HONORABILITÉ

À tout moment, chaque personne visée ci-dessus doit répondre aux exigences d'honorabilité nécessaires à l'exercice de sa fonction et ne pas être ou avoir été en situation de faillite

B.2.2.1. EXIGENCES REQUISES

Par honorabilité, il est entendu être digne de considération, d'estime et d'honnêteté. Les condamnations définitives criminelles, délictuelles, disciplinaires ou administratives sont prises en compte dans l'appréciation de l'exigence d'honorabilité.

Avant la nomination et le renouvellement des fonctions, il doit être remis à la société :

- un extrait de casier judiciaire de moins de trois mois du candidat en nom propre ou du représentant permanent de la personne morale candidate,
- une déclaration de non-condamnation de moins de trois mois, par laquelle le soussigné déclare sur l'honneur n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation pénale, ni de sanction civile ou administrative de nature à lui interdire de gérer, administrer, diriger une personne morale ou d'exercer une activité commerciale.

B.2.2.2. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE ET SUIVI

La société organise la collecte des justificatifs et s'assure que les exigences requises sont réunies et que rien ne s'oppose à ce niveau à l'exercice du mandat ou de la fonction. Chaque année, les administrateurs doivent mettre à jour leur fiche signalétique conservée datée et signée par la société.

Toute personne qui ne répond pas aux exigences requise ne peut être nommée ou renouvelée aux mandats et fonctions citées ci-dessus.

Toute personne qui ne répondrait plus aux exigences requise est tenue d'en informer immédiatement le Président du Conseil d'Administration ou le Directeur Général.

La société informe l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution de chaque entrée ou sortie des personnes concernées. Pour les nominations, elle communique également toute pièce requise par la réglementation.

B.2.2.3. EXIGENCES EN MATIÈRE DE COMPÉTENCE

B.2.2.3.1. Exigences en matière de compétence pour les administrateurs

• EXIGENCES REQUISES

Les administrateurs doivent détenir de manière collective les qualifications, compétences, qualités et expériences professionnelles adaptées aux caractéristiques de l'activité et à la nature, taille et complexité des risques de l'entreprise.

Le Conseil d'Administration doit réunir collégalement les qualifications, compétences, qualités et expériences professionnelles dans les domaines suivants :

- § connaissance du marché sur lequel l'entreprise développe son activité,
- § stratégie et modèle de fonctionnement des affaires,
- § système de gouvernance,
- § analyse financière et actuarielle,
- § environnement réglementaire.

Chaque administrateur doit en conséquence disposer de manière individuelle des qualifications, compétences, qualités et expériences professionnelles pour s'acquitter au sein de cette collégialité de la mission qui lui incombe. Il doit également consacrer à ses fonctions le temps et l'attention nécessaires, assister avec assiduité aux réunions du conseil ainsi que participer activement à ses travaux.

• JUSTIFICATIFS

- ∅ Avant la nomination ou la cooptation d'un administrateur,

Il doit être remis à la société un curriculum vitae détaillé du candidat, daté et signé, reprenant sa formation, ses compétences, ses expériences et qualifications professionnelles. Ce curriculum vitae doit comprendre la liste des mandats exercés, tant en France qu'à l'étranger, permettant à la fois d'apprécier l'expérience du candidat et d'identifier d'éventuels conflits d'intérêts.

- ∅ Au cours de l'exercice du mandat :

- § Compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration doit vérifier qu'il détient collégalement et de façon permanente les compétences adéquates pour faire face aux enjeux rencontrés par la société et qu'il peut donc justifier de cette compétence auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

§ Compétences individuelles de l'administrateur

En cours de mandat, à la demande de la société, l'administrateur doit actualiser son dossier en mettant à jour son CV et en indiquant l'évolution de ses mandats. Ces éléments permettent de justifier de sa compétence auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

B.2.2.3.2. Modalités de mise en œuvre et suivi

Ø Avant la nomination d'un administrateur

La société s'assure de la complétude du dossier de candidature au poste d'administrateur et que le candidat détient ou aura la capacité à acquérir les compétences requises.

Ø Au cours de l'exercice du mandat :

La société propose un programme de formation initiale et continue à l'administrateur, dispensé dans le cadre de la SGAM BTP. Ce programme s'inscrit dans la liste des compétences requises listées ci-dessus.

Lorsque le Conseil d'Administration constate une carence, il doit prendre les mesures nécessaires pour y remédier dans les meilleurs délais. Ces mesures peuvent prendre diverses formes en fonction du niveau de carence constaté, notamment des formations destinées à renforcer les compétences des administrateurs.

Les pièces détaillées justifiant de la compétence et de l'honorabilité des nouveaux arrivants sont conservées par la société et sont à la disposition de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution sur demande de celle-ci.

B.2.2.3.3. Exigences en matière de compétence pour les dirigeants effectifs et les responsables de fonctions clés

· EXIGENCES REQUISES

Les dirigeants effectifs et responsables de fonctions clés doivent détenir les qualifications, compétences, qualités et expériences professionnelles adaptées aux fonctions pour lesquelles ils sont recrutés.

· JUSTIFICATIFS

Il doit être remis à la société un curriculum vitae détaillé du candidat, daté et signé, reprenant sa formation, ses compétences, ses expériences et qualifications professionnelles.

Pour les dirigeants effectifs, la société est en droit d'exiger les informations et les justificatifs prévus dans le code des assurances.

B.2.2.3.4. Modalités de mise en œuvre et suivi

Les modalités de mises en œuvre et de suivi pour les dirigeants effectifs et les fonctions clés sont identiques à celles déterminées pour les administrateurs.

L'ACPR est informée des nominations, démissions ou changements de dirigeants effectifs et responsables de fonctions clés.

B.3. SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ

B.3.1. DÉFINITION DU RISQUE

Le risque correspond à un événement ayant pour conséquence une perte ou un changement défavorable dans les opérations de la compagnie.

Dans le cadre de son système de gestion des risques, la compagnie met en place un dispositif efficace permettant de maîtriser ses risques avec pour objectif de :

- **déceler** : identifier les risques inhérents à son activité
- **mesurer** : évaluer leur impact potentiel
- **contrôler** : maîtriser le niveau de prise de risque
- **gérer** : formaliser des procédures sur la manière d'agir face aux événements survenus
- **déclarer** : organiser des procédures d'information et de décisions adéquates

Le risque est considéré « majeur » lorsque son impact potentiel sur la compagnie est mesuré comme « suffisamment significatif ».

La description de l'ensemble des risques majeurs, à un instant donné, correspond au profil de risques de la compagnie.

B.3.2. APPÉTENCE AU RISQUE

B.3.2.1. DÉFINITION

L'appétence au risque est le niveau de risque maximal agrégé que la compagnie accepte de prendre sur l'horizon de son Plan à Moyen Terme (PMT), afin de mener à bien ses objectifs de développement.

L'appétence au risque est une limite globale de prise de risque sur une quantité donnée choisie (par exemple : niveau de couverture du ratio de solvabilité, une quantité de fonds propres, une perte maximale du résultat annuel, etc.).

L'appétence au risque doit à minima couvrir l'ensemble des risques quantifiables au sens de Solvabilité 2, et satisfaire la contrainte réglementaire du SCR et MCR.

Des politiques de gestion individuelles des risques déclinent cette appétence agrégée en limites opérationnelles.

L'appétence au risque est proposée par la Direction Générale et validée par le Conseil d'Administration.

B.3.2.2. APPÉTENCE AU RISQUE DE LA CAM BTP

Pour quantifier l'appétence au risque, la CAM btp fait le choix d'utiliser comme mesure la perte à un horizon d'un an au niveau de confiance 99.5%. Il s'agit donc de la même mesure que celle utilisée dans la « formule standard » à appliquer pour le calcul du SCR.

Le niveau d'appétence au risque décidé correspond à un niveau de couverture du besoin global de solvabilité par les fonds propres éligibles qui doit rester supérieur à 200%.

Le Besoin Global de Solvabilité (BGS) correspond à l'application de la métrique définie, ci-avant, à l'ensemble des risques identifiés dans le profil de risques, et consolidée sur l'ensemble des activités de la compagnie.

B.3.2.3. PROCESSUS

Au même titre que l'ensemble des activités de la société, la gestion des risques est organisée autour des principaux processus suivants :

- l'ORSA ;
- le suivi du profil de risque et la mise à jour de la politique des risques ;
- la rédaction des rapports sur la solvabilité et les conditions financières ainsi que les rapports au superviseur ;
- la coordination du contrôle interne permanent et de la conformité.

B.3.2.3.1. Le processus ORSA

Le processus ORSA est mis en œuvre chaque année, et fait l'objet d'un rapport détaillé validé par le Directeur Général, puis présenté au comité d'audit et au Conseil d'Administration. Ce rapport est ensuite envoyé au superviseur dans les 2 semaines qui suivent sa validation par le Conseil d'Administration, conformément à la réglementation.

Le processus comprend 4 étapes principales :

- la validation de la liste des risques majeurs et des hypothèses de projection ;
- le test de la résistance du profil de risque selon différents scénarios (stress tests) ;
- l'évaluation du besoin global de solvabilité ;
- la validation du rapport ORSA.

En complément de ce processus annuel, un processus ORSA peut également être mis en œuvre dans les cas suivants :

- dépassement d'une limite opérationnelle ;
- nécessité de la prise en compte d'un risque émergent en dehors de l'ORSA régulier ;

Le Directeur Général de la CAM btp, valide, à l'image du processus annuel, le rapport détaillé qui est ensuite présenté au comité d'audit et au Conseil d'Administration pour décision sur les mesures à adopter.

La liste des hypothèses validées par les instances comprend notamment les éléments suivants :

- les prévisions de chiffre d'affaires sur la période de projection ;
- la courbe des taux sans risque à appliquer sur la période de projection ;
- les hypothèses de rendements financiers sur la période de projection ;
- les estimations de S/C en vision économique ;
- la durée moyenne des engagements ;
- les scénarios de crise pertinente (stress tests) associés aux risques majeurs.

Ces hypothèses sont complétées par la mise à jour de la liste des risques majeurs, c'est-à-dire ceux pouvant avoir un impact significatif, ou nécessitant un suivi spécifique par le dispositif de gestion des risques.

Cette liste des risques majeurs fait l'objet d'une revue annuelle par les membres du Comité de Direction en vue de proposer son éventuelle évolution (risques « candidats à la sortie » et risques « candidats à l'entrée »). Cette proposition de nouvelle liste est ensuite soumise à la validation du Directeur Général, puis à celle du Comité d'Audit et du Conseil d'Administration.

Cette liste vise également à préciser la nature de l'approche des risques considérés :

- approche quantitative à partir des méthodes de calcul du SCR
- approche quantitative à partir de scénarios
- approche qualitative

B.3.2.3.2. Le suivi du profil de risque et la mise à jour des politiques de risques

Le profil de risque de la société est mis à jour régulièrement dans le cadre de la production des informations chiffrées envoyées à l'autorité de contrôle (QRT), ainsi que dans le cadre du processus ORSA.

Un calcul de SCR et de fonds propres économiques est réalisé sur les données arrêtées au 31 décembre de chaque année. Le calcul respecte les exigences quantitatives de la réglementation Solvabilité 2, tant pour le SCR que pour les fonds propres éligibles, et il est transmis à l'autorité de contrôle selon les délais réglementaires.

Les politiques détaillées des risques (investissement, provisionnement) expliquent les règles de valorisation utilisées aux fins de production du bilan économique. La politique de communication financière explique le processus de validation des informations produites.

Dans le cadre du processus ORSA, une projection du BGS, du SCR et des fonds propres éligibles à la fin de chaque année du plan stratégique est réalisée en respect des exigences quantitatives de la réglementation Solvabilité 2. Ces projections sont effectuées en considérant un scénario central réunissant un jeu d'hypothèses, correspondant à l'estimation de l'évolution de l'activité et de son environnement (son Plan Moyen Terme) considérée par la société comme la plus probable. Ces mêmes projections sont également réalisées en considérant la dégradation de l'une ou plusieurs de ces hypothèses.

Sur la base de ces différents éléments, le Directeur Général valide pour proposition au comité d'audit et au Conseil d'Administration un niveau minimum de couverture du BGS par les fonds propres éligibles de la société, calculés en respect des exigences quantitatives de la réglementation Solvabilité 2, avec le souci constant de maintenir la solvabilité de CAM btp à des niveaux adaptés, compte tenu de la nature des risques qu'elle porte.

La totalité du résultat de CAM btp est chaque année affectée à ses fonds propres dont la valeur est issue uniquement de cette affectation et de la volatilité liée aux règles de valorisation de solvabilité 2.

Le profil de risque est suivi de manière trimestrielle, sur base des indicateurs et seuils, et déclinés dans les politiques détaillées des risques pour le risque de marché et le risque de souscription/provisionnement.

Le Directeur Général peut demander la mise en œuvre d'un nouveau processus ORSA. Il décide ensuite de la mise à jour des budgets de risque et des limites opérationnelles au sein des politiques, préalablement à leur validation par le comité d'audit et le Conseil d'Administration.

Les autres processus participent également à la gestion des risques et sont décrits de manière détaillés dans les documents suivants :

- politique de vérification de l'adéquation de l'information communiquée ;
- politique de gestion du risque opérationnel ;
- politique de conformité.

B.3.2.4. PÉRIMÈTRE ET TYPOLOGIE DES RISQUES

Le périmètre des risques suivis doit couvrir l'ensemble des risques découlant du plan stratégique et qui peuvent potentiellement impacter l'entreprise.

Le périmètre couvre donc l'ensemble des risques importants du profil de risque de l'organisme, que ceux-ci soient quantifiables ou non.

Autrement dit, le périmètre peut porter non seulement sur les risques captés par la formule standard utilisée dans le calcul du Capital de Solvabilité Règlementaire (SCR), mais également sur les risques identifiés dans le profil de risque de l'organisme mais non pris en compte par la formule standard.

Les grandes familles de risques identifiées sont :

✓ LES RISQUES FINANCIERS

Les risques financiers sont les risques découlant des évolutions des marchés financiers et de la gestion de trésorerie : ce sont les risques de taux, d'actions, d'immobilier, de change, de concentration, ou de qualité des émetteurs. Ils couvrent également les risques liés à la gestion actif-passif.

✓ LES RISQUES D'ASSURANCE

Le risque de souscription est le risque que nous prenons en tant qu'assureur en distribuant nos contrats d'assurance. Il a trait aux incertitudes relatives aux résultats des souscriptions (tarifs, politique de souscription, déviation de la sinistralité) et à la politique de provisionnement.

✓ LE RISQUE DE CONTREPARTIE

Le risque de contrepartie correspond au risque de défaut d'un ou plusieurs de nos créanciers ou réassureurs. Le risque de contrepartie figure dans la politique détaillée des investissements, ainsi que dans la politique détaillée de réassurance.

✓ LE RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures (analyse ou contrôle absent ou incomplet, procédure non sécurisée...), aux personnels (erreur humaine, malveillance), aux systèmes d'information ou à des événements extérieurs. Il comporte le risque de conformité, qui est défini comme étant le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naîtrait du non-respect des dispositions réglementaires propres aux activités d'assureur.

✓ LES RISQUES EXTERNES

Les risques externes correspondent aux pertes financières ou d'opportunités liées à l'environnement économique (croissance cyclique du BTP, évolution de la réglementation et des techniques) liés à des facteurs externes tels qu'une évolution réglementaire, une pression concurrentielle accrue.

B.3.2.4.1. Identification des risques majeurs

Le référentiel de risques qui a été choisi afin d'identifier les risques majeurs est celui de l'IFACI (Institut Français des Auditeurs et Contrôleurs Internes).

Ce référentiel intègre les risques propres au secteur de l'Assurance, sous toutes ses dimensions.

La liste des risques majeurs est revue chaque année par les Directions, et est validée par le Conseil d'Administration.

Les risques majeurs identifiés sont au nombre de 22, ils relèvent des cinq catégories évoquées ci-dessus : risques d'assurance, risques financiers, risques de contrepartie, risques opérationnels, risques externes.

Chacune de ces grandes familles de risques fait l'objet d'une politique détaillée de risques, comme suit :

- Û Politique de souscription et provisionnement
- Û Politique d'investissement
- Û Politique de gestion des risques opérationnels
- Û Politique de réassurance

Les risques majeurs retenus par la CAM btp figurent dans le tableau ci-après :

Famille de risque	Libellé du risque
Financiers	Risques de taux
	Risques actions
	Risques immobiliers et fonciers
	Risques émetteur
	"Risques relatifs au pilotage stratégique des activités et des filiales"
	Risque de change
	Risque de concentration
Contrepartie	Risques crédit
Assurance	Risques d'inadéquation des couvertures de réassurance
	Risques de tarification (assurance ou réassurance acceptée)
	Risques de cumul de souscription
	Risques de déviation de la sinistralité
	Risques relatifs aux montants de provisions pour sinistres
	Risques de non-conformité aux normes de souscription
Opérationnels	Risques relatifs au non-respect d'obligations réglementaires
	Risques de perte de capital humain
	Risques de non-conformité des opérations de distribution
	Risques de données informatiques
	Risques de continuité d'activité
Externes	Risques de défaut de surveillance du portefeuille
	Risques législatifs et réglementaires
	Risques économiques

Les risques externes ne sont pas pris en compte par la formule standard de calcul du SCR et sont ajoutés aux autres risques pour déterminer le BGS.

Certains autres risques n'ont pas été identifiés comme majeurs mais font l'objet d'un dispositif permanent de suivi :

- le risque de liquidité,
- les risques comptables qui portent sur la fiabilité et l'exhaustivité des données, la sincérité des états financiers et leur conformité au référentiel comptable, ainsi que sur le respect des délais légaux de publication,
- les risques d'image et de réputation,
- le risque de blanchiment,

B.3.2.4.2. Méthode d'évaluation des risques

Une fois les risques majeurs identifiés, il convient de définir la méthodologie utilisée afin de calculer la charge en capital associée à ces risques.

2 approches sont utilisées pour évaluer les risques :

£ APPROCHE PAR MODÉLISATION :

Cette approche est privilégiée prioritairement.

En référence aux techniques actuarielles utilisées pour le calcul du SCR, elle est basée sur la distribution statistique des impacts potentiels du risque sur les indicateurs stratégiques de l'entreprise (courbe de distribution).

La majorité des risques majeurs identifiés sont ceux de la Formule Standard, et seront évalués avec une approche similaire :

- évaluation des actifs en valeur de réalisation
- calcul des provisions techniques en vision « Best Estimate »
- scénarios de choc et coefficients de corrélation issus des spécifications techniques de la Formule Standard

A noter que l'entreprise n'a ni recours à un modèle interne, ni recours aux dispositifs de « Volatility adjustment » pour calculer ses risques.

Les risques opérationnels nécessitent quant à eux une évaluation interne. Cependant, nous faisons l'hypothèse que le module risque opérationnel de la Formule Standard les inclut.

£ APPROCHE QUANTITATIVE À DIRE D'EXPERT :

Pour certains risques nous ne disposons pas d'observations directes permettant une approche par modélisation.

Afin de mesurer au mieux les impacts de ces risques sur les objectifs stratégiques, ce sont des experts compétents en interne pour le risque concerné qui estiment un montant d'exposition à ce risque sur plusieurs périodes de retour, permettant ainsi d'approximer une courbe d'exposition et d'extrapoler le montant d'exposition relatif à la période de retour souhaitée (une fois tous les 200 ans, autrement dit quantile 99.5%).

Le risque « législatif et règlementaire » est hors Formule Standard, et est évalué suivant cette approche.

La fonction clé gestion des risques s'assure de la revue annuelle du référentiel des risques majeurs et du type d'approche utilisée pour l'évaluation.

La liste des risques majeurs est validée par le Directeur Général.

B.3.2.4.3. Suivi des risques au travers des limites et des seuils d'alerte

Pour s'assurer du respect du niveau global de prise de risques fixé par le Conseil d'Administration, l'appétence au risque doit être déclinée pour permettre le suivi d'indicateurs par les différentes Directions.

De manière plus opérationnelle, les indicateurs des risques majeurs sont associés à des seuils d'alertes et à des limites qui encadrent leur évolution dans le cadre de cette appétence au risque. Cette déclinaison de l'appétence correspond à la tolérance au risque de l'organisme.

a) Fixation de limites sur les indicateurs

La mise à jour des politiques écrites étant annuelle, la limite est déterminée en opérant des stress sur la valeur de l'indicateur de risque dans la première année de projection du plan moyen terme de l'entreprise. La déviation est opérée jusqu'à ce que l'appétence au risque ne soit plus respectée.

b) Fixation de seuils d'alerte sur les indicateurs

Les seuils d'alertes sont quant à eux déterminés de manière préventive aux limites, avec la même méthodologie que les limites.

L'objectif des seuils d'alerte est d'informer avant le dépassement effectif des limites autorisées, et éventuellement de déclencher une prise de décision quant aux actions à mener.

Les seuils d'alerte permettent ainsi aux acteurs de réagir en amont des situations critiques.

Ce sont les politiques détaillées des risques qui explicitent la méthodologie de sélection et d'encadrement des indicateurs (choix des facteurs de risques et choix des situations de stress et de calibration des scénarios), ainsi que le suivi de chaque risque majeur.

Elles définissent le niveau des limites et des seuils d'alerte encadrant les indicateurs, et prévoient les mesures à prendre en cas de dépassement de ces niveaux.

B.3.2.4.4. Reporting

Chaque risque majeur fait l'objet d'un suivi sous la forme de reporting établi selon un format prédéfini, assuré par les directions métiers. Le Contrôle de Gestion est chargé de consolider l'ensemble des reportings fournis par les directions métiers selon un format lui aussi prédéfini. Ce tableau de bord est présenté en Comité de Direction, assorti des commentaires nécessaires à la compréhension de son contenu et aux échanges entretenus avec les directions métiers.

Le Comité de Direction prend connaissance des éléments suivants :

- Ø les reportings de risques,
- Ø les éventuels dépassements constatés,
- Ø les actions de management à priori envisageables (i.e. sans étude préalable) proposées par la fonction clé gestion des risques et/ou les directions métiers.

Le Comité de Direction décide des actions correctives à étudier et à mener.

La fonction clé gestion des risques :

- Ø s'assure que les actions envisagées ne portent pas atteinte à la politique de gestion des risques soumise et validée chaque année par le Conseil d'Administration (respect des contraintes réglementaires et internes à l'entreprise),
- Ø évalue le rapport coût / bénéfice de chaque action, avec le concours des directions métiers si nécessaire.

La fonction clé gestion des risques soumet ses conclusions au Comité de Direction. Ce dernier décide de l'action à mettre en œuvre et confie à la fonction clé gestion des risques le soin d'en contrôler la bonne application auprès des directions métiers. Le Directeur Général informe le Conseil d'Administration de ses décisions et de ses motivations.

Toute décision de management non conforme à la politique de gestion des risques mais néanmoins jugée nécessaire par le Directeur Général (circonstances exceptionnelles notamment), doit être soumise au Conseil d'Administration pour approbation.

Les directions métiers et/ou la fonction clé gestion des risques peuvent suggérer si nécessaire de modifier les modalités de mesure et de reporting des risques. Ces modifications sont soumises successivement au Directeur Général puis au Conseil d'Administration. En cas d'approbation, la politique de gestion des risques sera mise à jour en conséquence et diffusée à toutes les parties concernées.

Les tableaux de bord de suivi des risques permettent ainsi d'avoir une vue synthétique du niveau de risque pris sur les risques majeurs, et de vérifier que les prises de risques effectives de l'entreprise sont cohérentes avec les limites fixées.

L'entreprise élabore ainsi un état de suivi du profil de risque et vérifie qu'il reste bien dans le cadre de l'appétence au risque fixée.

B.3.2.4.5. Les processus et procédures de communication d'informations

Ce sont les directions métiers qui ont en charge le suivi et le pilotage des risques au niveau opérationnel.

Si un indicateur de pilotage dépasse le seuil d'alerte ou la limite opérationnelle qui lui a été attribué, le Responsable Opérationnel de Risque doit informer la fonction clé gestion des risques. Le Responsable Opérationnel de Risque concerné présente un plan des actions potentielles. La fonction clé gestion des risques propose les éventuelles actions à mener au Directeur Général, lequel peut proposer si nécessaire la tenue d'un Conseil d'Administration pour approuver les actions à mettre en œuvre.

B.4. SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

B.4.1. DÉFINITION

Le risque opérationnel est défini par la Directive Solvabilité II comme le risque de perte résultant de procédures internes, de membres du personnel, de systèmes inadéquats ou défaillants, ou d'évènements extérieurs.

Sont identifiés comme facteurs de risque dans cette définition :

- Ø des évènements internes liés aux procédures (analyse ou contrôle absent ou incomplet, procédure non sécurisée...), aux personnels (erreur humaine, malveillance), aux systèmes d'information
- Ø des évènements extérieurs, dont l'organisme n'a pas la maîtrise, comme le contexte économique et financier, les évolutions réglementaires ou les évènements naturels

Le risque opérationnel peut avoir diverses origines :

- § Humaines : fraudes, défaut de conseil, manquement en matière d'emploi et de sécurité, inadéquation des compétences, etc.
- § Processus : erreur de saisie, omission, non-conformité réglementaire, etc.
- § Systèmes d'information : indisponibilité, détérioration des données, confidentialité, intrusion, etc.
- § Événements externes : évolutions réglementaires fortes, pandémie, incendies, etc.

Le risque opérationnel comporte le risque de non-conformité, qui est défini comme étant le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naîtrait du non-respect des dispositions réglementaires propres aux activités d'assureur.

Sont écartés du périmètre des risques opérationnels les risques stratégiques ainsi que les risques de réputation. Pour autant, la maîtrise du risque opérationnel contribue à celle du risque de réputation.

B.4.2. IDENTIFICATION

Préalablement à l'identification des risques opérationnels, chaque direction métier a procédé à une analyse détaillée de ses activités afin de construire une cartographie de ses processus.

Cette cartographie détaille pour chaque processus, le ou les objectifs, les éléments nécessaires à son bon déroulement, les données nécessaires en entrée, les principales étapes, ainsi que les éléments produits par le processus.

Sur cette base, les directions métiers ont ensuite déterminé les situations pouvant menacer l'un des objectifs identifiés, c'est-à-dire le risque opérationnel pouvant survenir. Chaque risque d'un processus est ainsi rattaché à une direction et à un propriétaire. L'ensemble de ces informations constitue la cartographie des risques opérationnels de la société.

Enfin, les directions métiers ont listé, pour chaque risque, les actions de maîtrise, autrement dit les contrôles, qu'elles ont mis en place pour prévenir ces situations.

B.4.3. ÉVALUATION

Pour chaque risque opérationnel identifié, il convient de renseigner dans l'outil les éléments suivants :

- § Processus impacté ;
- § Impact principal ;
- § Autres impacts éventuels ;
- § Qualification complémentaire (conformité,...);
- § Évaluation du risque inhérent résultant de l'évaluation de l'impact potentiel et de la probabilité de survenance ;
- § Évaluation de la qualité des actions de maîtrise des risques opérationnels ;
- § Évaluation du risque résiduel résultant de l'évaluation du risque inhérent et de l'efficacité de l'ensemble des actions de maîtrise associées ;
- § Définition du niveau cible du risque résiduel.

Sur base de la cartographie des risques déterminés ci-avant, et des actions de maîtrise identifiées, chaque propriétaire de risque va :

- ü Évaluer le niveau d'efficacité de chaque action de maîtrise et la caractériser (périodicité, nature, supervision, formalisation, etc.)

Les actions de maîtrise sont évaluées sur deux aspects :

- § la réalisation : évaluation de la qualité et de la régularité de l'application de l'action de maîtrise
- § la pertinence : évaluation de la capacité de l'action de maîtrise à couvrir les risques

- ü Évaluer le niveau de risque opérationnel selon une échelle de cotation « fréquence x impact » de l'évènement :

- § avant prise en compte des actions de maîtrise
- § après prise en compte des actions de maîtrise

Le diagramme suivant permet de donner le niveau de risque en fonction de l'échelle de fréquence et d'impact :

Impact	Probabilité			
	1 - Très faible	2 - Modéré	3 - Elevé	4 - Très élevé
4. Impact très élevé	3	3	4	4
3. Impact élevé	2	3	3	4
2. Impact modéré	2	2	3	3
1. Impact faible	1	1	2	2

4 niveaux de risques sont ainsi calculés, correspondant chacun à une zone de couleur spécifique :

- § les risques situés dans la zone vert foncé ont un score de 1, ce sont des risques « faible »,
- § les risques situés dans la zone vert clair ont un score de 2, ce sont des risques « modéré »,
- § les risques situés dans la zone orange ont un score de 3, ce sont des risques « élevé »,
- § les risques situés dans la zone rouge ont un score de 4, ce sont des risques « très élevé ».

B.4.4. LES ACTEURS

B.4.4.1. LA COORDINATION CONTRÔLE INTERNE

Le contrôle interne est piloté au niveau de la société par le département Contrôle de gestion, rattaché à la Direction Générale.

Responsabilités de la coordination du contrôle interne permanent :

- Ø suivre la constitution du référentiel de contrôle interne
- Ø assurer la cohérence du contrôle interne permanent au niveau groupe
- Ø suivre le maintien et l'amélioration du dispositif de contrôle interne
- Ø clôturer les incidents opérationnels déclarés par les directions
- Ø piloter la revue périodique de la cartographie des risques avec les directions
- Ø consolider les résultats et réaliser le reporting à destination de la Direction Générale
- Ø suivre la mise en œuvre des recommandations du contrôle interne périodique (3ème niveau de contrôle)
- Ø organiser les réunions périodiques de suivi

B.4.4.2. LES DIRECTIONS OPÉRATIONNELLES

Chaque Direction assume la responsabilité du contrôle interne en son sein, et notamment que les incidents de son domaine sont déclarés de façon satisfaisante.

Afin d'assurer le suivi et le contrôle en continu des opérations, chaque direction est chargée de :

- Ø constituer le référentiel de contrôle interne pour son domaine (processus, risques, contrôles)
- Ø formaliser, diffuser et mettre à jour ses procédures
- Ø mettre en œuvre et formaliser les contrôles de 1er niveau qui ont été définis au titre du contrôle opérationnel permanent
- Ø déterminer les plans d'actions à mettre en place
- Ø déclarer les incidents au correspondant contrôle interne ou à la coordination du contrôle interne permanent
- Ø maintenir et améliorer le dispositif de contrôle interne (revue annuelle des processus, réévaluation périodique des risques ...)
- Ø s'assurer de la conformité des activités de la direction avec la réglementation en vigueur
- Ø mettre en œuvre les recommandations du contrôle interne périodique (3ème niveau de contrôle)

Les modalités de fonctionnement du contrôle interne au sein des services sont les suivantes : il existe un correspondant contrôle interne dans les Directions opérationnelles les plus importantes (domaines Production, Règlements, Commercial et Assurances de Personnes). Pour les autres Directions, c'est la coordination contrôle interne elle-même qui assure des points de suivi périodiques avec le propriétaire de processus ou un référent opérationnel.

B.4.4.3. LES CORRESPONDANTS CONTRÔLE INTERNE

Le champ d'intervention des correspondants CI couvre essentiellement les 4 aspects suivants :

- Ø le recensement et la remontée des incidents survenus dans leur Direction
- Ø la mise en œuvre et le suivi des plans d'actions d'amélioration, en liaison avec les propriétaires de processus
- Ø la mise en œuvre du plan de contrôle annuel, qui porte sur l'évaluation de la réalisation et de la pertinence des actions de maîtrise rattachées aux risques à suivre sélectionnés pour l'année.
- Ø le suivi des recommandations des audits internes

Des correspondants contrôle interne sont désignés dans les directions opérationnelles les plus importantes, le cas échéant les responsabilités sont transférées à la coordination du contrôle interne permanent. Ils ont en charge de :

- Ø tester le dispositif de maîtrise des risques de leur direction
- Ø rendre compte à leur responsable des résultats des tests
- Ø déterminer et suivre les plans d'action à mettre en œuvre
- Ø collecter, enregistrer et suivre les incidents survenus dans leur direction
- Ø assurer en liaison avec la coordination du contrôle interne permanent, les propriétaires des processus et le responsable de direction, la mise à jour périodique de la cartographie des risques
- Ø suivre la mise en œuvre des recommandations du contrôle interne périodique (3ème niveau de contrôle)
- Ø rédiger une note annuelle dans laquelle ils rendent compte des résultats de leurs contrôles et des orientations futures

Pour chaque incident opérationnel concerné, les informations suivantes sont précisées dans l'outil de contrôle interne :

- a) la cause de l'événement ;
- b) les conséquences de l'événement ; et
- c) les mesures prises ou non en compte consécutivement à l'événement.

Le périmètre d'intervention des correspondants CI porte également sur la conformité, l'outil eFront-GRC permettant de couvrir les besoins en termes de gestion des processus à dominante conformité.

B.4.4.4. LE SUIVI DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

B.4.4.4.1. Reporting

La coordination contrôle interne réalise périodiquement un reporting à partir du logiciel dédié au contrôle interne Efront GRC. Ce reporting présente différentes informations (liste des incidents, rappel de l'évaluation des risques, etc.) ainsi que des indicateurs (état d'avancement des campagnes d'évaluation, état d'avancement des plans d'actions).

Il est diffusé à l'ensemble des directions métiers et, de manière plus globale, il est commenté en Comité de Direction.

B.4.4.4.2. Les comités

Le dispositif de Contrôle interne est animé par différents comités au niveau de la société.

Ø UN « COMITÉ DE PILOTAGE CONTRÔLE INTERNE PERMANENT » SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Une présentation de l'activité de l'année écoulée ainsi que du plan de contrôle de l'année à venir est faite par la coordination contrôle interne à la Direction Générale.

Un niveau de risque cible est défini de manière globale pour l'ensemble des risques. Il représente le niveau de risque à ne pas dépasser.

Les plans d'actions suite à audit qui sont toujours ouverts sont évoqués.

Ø UN « COMITÉ DE SUIVI DU CONTRÔLE INTERNE PERMANENT » RÉUNISSANT L'ENSEMBLE DES CORRESPONDANTS CONTRÔLE INTERNE

Un suivi tous domaines est effectué trimestriellement avec la coordination du contrôle interne qui présente l'activité de contrôle interne de la période écoulée (Incidents et évaluations de contrôle), ainsi que les plans d'actions suite à audit restant à clôturer.

Ø UN « COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES » ASSURE LE SUIVI DES QUESTIONS RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU CONTRÔLE DES INFORMATIONS COMPTABLES ET FINANCIÈRES, AINSI QUE LE SUIVI DE LA GESTION DES RISQUES.

Ce comité commun aux trois entités d'assurance du groupe rend compte au Conseil d'Administration de la CAM btp du fonctionnement et du dispositif de contrôle interne.

B.5. FONCTION D'AUDIT INTERNE

B.5.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le dispositif de contrôle interne de la société se compose :

- d'un contrôle interne permanent qui repose sur 2 niveaux :
 - § le contrôle opérationnel permanent (1er niveau de contrôle) exercé par les collaborateurs, les managers et les responsables de direction
 - § le contrôle interne permanent (CIP) (2ème niveau de contrôle) exercé par les correspondants contrôle interne et la coordination du contrôle interne permanent. Il est chargé de s'assurer de l'application du contrôle opérationnel permanent dans chaque direction
- d'un contrôle interne périodique (3ème niveau de contrôle) qui porte sur l'évaluation de l'ensemble du dispositif de contrôle interne permanent

L'audit interne constitue le troisième niveau du dispositif de contrôle interne de l'organisme, et intervient en prolongement des deux premiers niveaux positionnés au sein des différentes activités et structures de la société.

Le Directeur Général assume la fonction clé audit interne, cependant la réalisation des audits est sous-traitée à un prestataire externe, notamment l'Inspection Générale de la SMABTP.

La coordination du contrôle interne joue un rôle de facilitateur dans les audits menés.

B.5.2. PROGRAMME D'AUDIT

Chaque année, un programme annuel d'audit est élaboré sur la base des risques identifiés, des besoins ou propositions de chaque direction, de la fréquence d'audit périodique, des périmètres à examiner. Ce programme est arrêté par le Directeur Général et examiné par le comité d'audit et des risques avant d'être présenté au Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est habilité à déclencher un audit non prévu au programme initial.

Les propositions qui n'ont pu être retenues sont réexaminées lors de l'élaboration du programme de travail de l'exercice suivant.

B.5.3. DÉROULEMENT D'UN AUDIT

Ø LETTRE DE MISSION

Sauf exception motivée par l'urgence, le commencement de l'audit est précédé par l'envoi d'une lettre de mission à la Direction générale, à la coordination contrôle interne, et au responsable de la direction auditée, précisant la mission et ses objectifs aux responsables des services audités, charge pour eux de la diffuser aux audités.

Ø MISSION D'AUDIT

Les auditeurs internes conduisent les interventions selon les règles et normes professionnelles, en évitant tout conflit d'intérêt. Ils doivent préserver le caractère confidentiel des informations qu'ils sont amenés à connaître et faire preuve d'indépendance et d'objectivité dans l'exécution de leurs travaux. Ils sont tenus d'avoir une conduite professionnelle respectueuse des personnes.

Les secteurs audités mettent à la disposition de l'auditeur les moyens matériels lui permettant d'effectuer sa mission dans les meilleures conditions d'efficacité et de délai et doivent lui fournir accès libre direct et immédiat à l'intégralité des informations et documents qu'il estime nécessaire.

Ø RAPPORTS D'AUDIT

A l'issue de chaque audit, les conclusions et recommandations, hiérarchisées selon le degré d'urgence, sont transmises aux destinataires de la lettre de mission sous forme d'un rapport provisoire. Les recommandations font l'objet de fiches de liaison comportant les rubriques suivantes : les constats, les causes, les conséquences, les processus concernés, les risques identifiés, les acteurs en charge des actions à mener.

Les éléments suivants sont à compléter par les directions auditées avant la diffusion du rapport définitif : leurs commentaires, les plans d'actions soumis à validation.

Le rapport définitif est diffusé au retour des commentaires et des plans d'actions.

Le rapport définitif des audits est remis au comité d'audit et des risques de l'organisme.

Ø SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Le suivi des recommandations des audits précédents est prévu au programme annuel.

La mise en œuvre des recommandations relève de la responsabilité des directions auditées, sous l'égide de la Direction Générale. Chaque recommandation est attribuée à une direction qui s'est engagée sur une échéance de mise en œuvre.

Les résultats de ce suivi sont recensés dans un fichier de synthèse et sont communiqués sur demande au Directeur Général, et lors des reportings d'activité périodiques ainsi que des comités de suivi aux correspondants contrôle interne et aux Directions métier. Pour clôturer la recommandation, l'auditeur s'appuie sur le mode de vérification retenu : la preuve documentaire, l'action du contrôle interne permanent de la direction auditée ou la réalisation d'un audit complémentaire.

La coordination du contrôle interne réalise également en interne un suivi des recommandations et s'assure de leur mise en œuvre effective.

Ø Responsabilité des directions auditées

Pour les activités liées à la réalisation d'un audit menées au sein de leur direction ou services, les directeurs s'assurent :

- § de l'accès libre, direct et immédiat de l'auditeur à l'ensemble des documents et des outils,
- § de la pertinence des réponses aux rapports provisoires et de l'efficacité du plan d'action proposé,
- § de la mise en œuvre des plans d'actions entérinés et de la diffusion de l'information sur leur état d'avancement.

Annuellement, la Direction Générale est informée des principaux incidents et peut diligenter des missions d'audit.

B.6. FONCTION ACTUARIELLE

Les missions de la fonction actuarielle s'articulent autour des axes suivants :

- Coordonner et superviser le calcul des provisions techniques : pour ce faire elle
 - applique des méthodes et des procédures permettant de juger la suffisance des provisions techniques et de garantir que leur calcul satisfait aux exigences de la directive ;
 - évalue l'incertitude liée aux estimations effectuées dans le cadre du calcul des provisions techniques ;
 - veille à ce que toute limite inhérente aux données utilisées dans le calcul des provisions techniques soit dûment prise en considération ;
 - veille à ce que les approximations les plus appropriées aux fins du calcul de la meilleure estimation soient utilisées;
 - veille à ce que les engagements d'assurance et de réassurance soient regroupés en groupes de risques homogènes en vue d'une évaluation appropriée des risques sous-jacents;
 - comparer le calcul des provisions techniques d'une année sur l'autre et justifier toute différence importante ;
 - veiller à l'évaluation appropriée des options et garanties incluses dans les contrats d'assurance et de réassurance.
- Émettre un avis sur la politique globale de souscription dont notamment la suffisance de la tarification, la prise en compte des risques de dérive de la sinistralité et l'absence d'anti sélection ;
- Émettre un avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance en s'assurant de l'adéquation du profil de risque et de la politique de souscription de l'entreprise, de la qualité de crédit des réassureurs, de la couverture qu'elle peut attendre dans le cadre de scénarios de crise, par rapport à sa politique de souscription et du calcul des montants recouvrables au titre des contrats de réassurance ;
- Participer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques, notamment en ce qui concerne l'ORSA.

La fonction actuarielle vérifie, également, à la lumière des données disponibles, si les méthodes et hypothèses utilisées dans le calcul des provisions techniques sont adaptées aux différentes lignes d'activité de l'entreprise et au mode de gestion de l'activité.

Elle vérifie si les systèmes informatiques servant au calcul des provisions techniques permettent une prise en charge suffisante des procédures actuarielles et statistiques.

Elle compare les meilleures estimations aux données tirées de l'expérience et évalue la qualité des meilleures estimations établies dans le passé et exploite les enseignements tirés de cette évaluation pour améliorer la qualité des calculs en cours. La comparaison des meilleures estimations avec les données tirées de l'expérience inclut une comparaison des valeurs observées avec les estimations entrant dans le calcul de la meilleure estimation, afin que des conclusions puissent être tirées sur le caractère approprié, exact et complet des données et hypothèses utilisées ainsi que sur les méthodes employées pour les calculer.

La fonction actuarielle établit au moins une fois par an un rapport écrit qu'elle soumet au Conseil d'Administration. Ce rapport rend compte de tous les travaux conduits par la fonction actuarielle et de leur résultat, il indique clairement toute défaillance et il émet des recommandations sur la manière d'y remédier.

Elle fournit également au Conseil une analyse raisonnée de la fiabilité et de l'adéquation du calcul des provisions techniques, ainsi que des sources dont est tirée l'estimation des provisions techniques et du degré d'incertitude lié à cette estimation. Cette analyse raisonnée est étayée par une analyse de sensibilité incluant une étude de la sensibilité des provisions techniques à chacun des grands risques sous-tendant les engagements couverts par les provisions techniques. La fonction actuarielle indique et explique clairement toute préoccupation qu'elle peut avoir concernant l'adéquation des provisions techniques.

Dans l'organisation du groupe CAMACTE, c'est le Directeur Général Adjoint, actuaire en charge de la Direction du Contrôle de gestion, de l'Actuariat et de la Réassurance qui porte la fonction clé actuarielle quelle que soit la société gérée.

B.7. SOUS-TRAITANCE

B.7.1. PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES VISÉES

Les principes et règles de la présente politique sont applicables aux partenaires à qui la société sous-traite :

- la mise en œuvre d'une fonction clé au sens de la définition de la directive Solvabilité 2 (gestion des risques, fonction actuarielle, audit interne et vérification de la conformité) ou d'une activité/fonction dite « cœur de métier » critique ou importante : activité ou fonction essentielle sans laquelle la société ne serait pas en mesure de délivrer les services d'assurance à ses assurés. Dans ce cadre, la société notifie par écrit à l'ACPR la description de la portée et l'objet de la sous-traitance, ainsi que le nom du fournisseur de services
- la mise en œuvre d'une activité ou fonction dont l'interruption est susceptible d'avoir un impact significatif sur l'activité de la société, sur sa capacité à gérer efficacement les risques ou de remettre en cause les conditions de son agrément au regard des éléments énoncés au point 1.

Une liste des activités et fonctions entrant dans le champ d'application des exigences Solvabilité 2 requises en matière de sous-traitance est fournie en annexe 1 de la présente politique.

B.7.2. RÈGLES EN MATIÈRE DE SOUS-TRAITANCE

B.7.2.1. RÈGLES EN MATIÈRE DE CHOIX DU SOUS-TRAITANT

Les sous-traitants sont proposés à la Direction Générale par la Direction Métier concernée qui motive son choix en fonction de critères objectifs relatifs à la qualité, la compétence et la capacité à respecter les exigences de la société.

B.7.2.2. RÈGLES GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE CONTRACTUALISATION DE LA SOUS-TRAITANCE

Des clauses spécifiques doivent figurer dans les accords conclus avec les partenaires afin de sécuriser la sous-traitance. Elles portent notamment sur les exigences en matière d'auditabilité, de plan de continuité et de plan de reprise d'activité.

Toute sous-traitance doit impérativement faire l'objet d'un accord écrit définissant clairement les droits et obligations respectifs des parties.

L'accord doit, a minima, comporter les informations suivantes :

- la qualité de service (contrat de service, critères de qualité, niveau de satisfaction),
- les modalités de l'activité sous-traitée dont les conditions de rémunération,
- les modalités de reporting des activités,
- les systèmes de délégation,
- les modalités de contrôle,
- le droit de contrôle de l'ACPR,
- les exigences en matière d'honorabilité et de compétence,
- les plans de continuité d'activité,
- la protection et confidentialité des données,

Des conditions spécifiques doivent être prévues dans le cas de la sous-traitance des fonctions clefs ainsi que des activités et fonctions dites «cœur de métier». Ces conditions spécifiques porteront notamment sur les exigences en matière de continuité d'activité, d'auditabilité ainsi que d'aptitude et de capacité dont un détail est fourni ci-après.

B.7.2.3. EXIGENCES EN TERMES DE PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

Chaque partenaire doit disposer d'un plan de continuité ainsi que d'un plan de reprise d'activité (PRA) régulièrement mis à jour et testés.

B.7.2.4. EXIGENCES EN TERMES DE PLAN D'AUDITABILITÉ

Les partenaires doivent accepter le principe d'audits diligentés par la société ainsi que par les services de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

La société et l'ACPR jouissent d'un accès effectif à toutes les informations relatives aux fonctions et activités sous-traitées, ce qui inclut la possibilité d'effectuer des contrôles sur place, dans les locaux des partenaires.

Lorsque cela est approprié et nécessaire aux fins de contrôle, l'ACPR peut adresser directement aux partenaires des questions auxquelles ceux-ci sont tenus de répondre.

B.7.2.5. EXIGENCES EN TERMES D'APTITUDE ET DE CAPACITÉ

Lorsque la société sous-traite des fonctions clefs ainsi que ses activités ou fonctions dites «cœur de métier», chaque sous-traitant devra répondre aux exigences légales et réglementaires en matière d'aptitude et de capacité définies par Solvabilité 2 et contrôlées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

B.8. AUTRES INFORMATIONS

C. PROFIL DE RISQUE

La CAM btp évalue ses risques en fonction de la formule standard et n'emploie pas d'USP ou de modèle interne partiel ou total.

Le risque de liquidité qui n'est pas intégré à la formule standard n'a pas été identifié comme un risque important pour l'entreprise. Toutefois, il fait l'objet d'un suivi particulier notamment au travers de l'ORSA et de la politique générale des risques.

C.1. RISQUE DE SOUSCRIPTION

C.1.1. IDENTIFICATION DES RISQUES

Les risques majeurs identifiés et retenus pour la société sont au nombre de 22, dont 6 risques « assurance » :

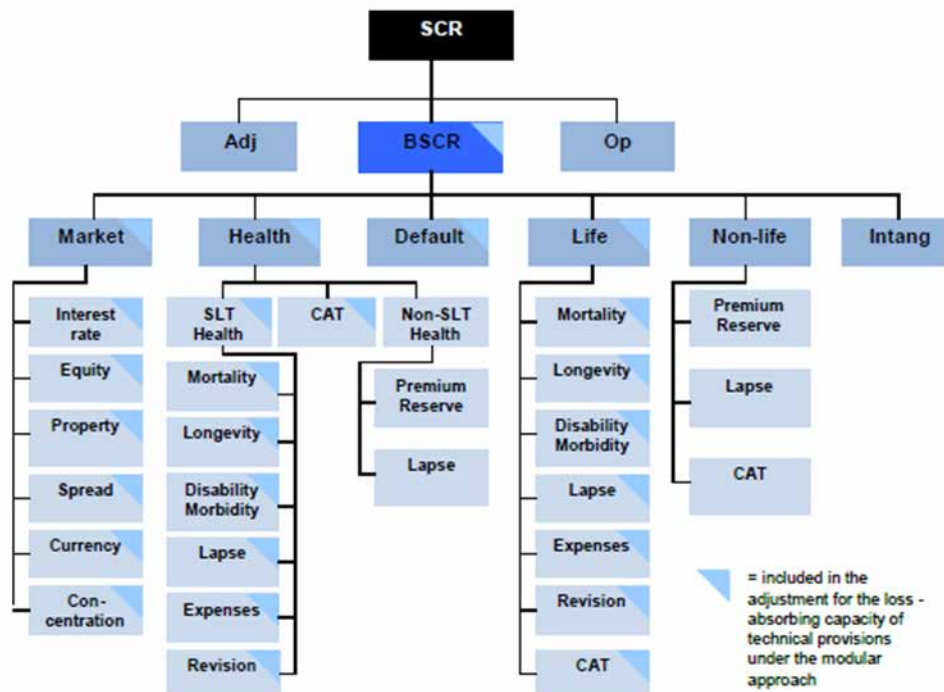
FAMILLE DE RISQUE	LIBELLÉ DU RISQUE
Assurance	Risques d'inadéquation des couvertures de réassurance
	Risques de tarification (assurance ou réassurance acceptée)
	Risques de cumul de souscription
	Risques de déviation de la sinistralité
	Risques relatifs aux montants de provisions pour sinistres
	Risques de non-conformité aux normes de souscription

- Risques d'inadéquation des couvertures de réassurance :
 - programme de réassurance insuffisant pour protéger correctement un portefeuille.
- Risques de tarification (assurance ou réassurance acceptée) :
 - risques issus de tarifs insuffisants par rapport au coût réel des garanties et frais de gestion

- Risques de cumul de souscription :
 - ◊ dépassement des engagements acceptables sur un même site, un même client, ou un même risque d'assurance
- Risques de déviation de la sinistralité :
 - ◊ évolution défavorable de la charge sinistre dans une ou plusieurs catégories d'assurance, d'une façon plus ou moins rapide (augmentation de fréquence ou d'intensité)
- Risques relatifs aux montants de provisions pour sinistres :
 - ◊ risques résultant de provisions techniques insuffisantes devant la charge en sinistres survenus
- Risques de non-conformité aux normes de souscription :
 - ◊ risques provenant du non-respect des règles et guides de souscription.

Ces différents risques sont représentés par les différents modules de la formule standard « Non life » et « Health » :

- Risque de prime et de réserves « Premium Reserve » : qui correspond au risque que le coût des sinistres soit supérieur aux primes perçues, et risque lié à la nature aléatoire de l'évaluation des sinistres et à leur mauvaise estimation
- Risque catastrophe « CAT » : résultant d'évènements extrêmes, soit d'origine naturelle (tempête, grêle, inondation, sécheresse,..), soit d'origine humaine (RC Générale, RC automobile).



C.1.1.1. INDICATEURS, LIMITES ET SEUILS D'ALERTES

C.1.1.1.1. Indicateurs de risques

Comme défini dans la politique générale des risques, l'appétence au risque est fixée de telle sorte à ce que le taux de couverture du BGS reste supérieur à 200%. Ce niveau est utilisé comme contrainte pour déterminer la limite opérationnelle, ou intervalle, pour les indicateurs de risques.

Un seuil d'alerte, ou un intervalle autorisé, est déterminé de manière préventive par rapport à la limite évoquée ci avant.

Les indicateurs de risque sont également choisis de telle façon qu'ils puissent détecter une éventuelle dérive mettant à mal l'objectif de conformité permanente au SCR/MCR entre deux dates d'arrêt.

Les indicateurs de risques sont les suivants, avec une comparaison des hypothèses retenus dans le plan moyen terme utilisé notamment pour l'ORSA :

- SCR de souscription non-vie
- Fonds propres éligibles au SCR
- Taux de couverture du MCR, SCR, BGS
- Niveau de la courbe des taux
- Niveau des malis observés
- Niveau de la dotation sinistre

C.1.1.1.2. Détermination des limites

Les stress tests réalisés dans le cadre des scénarios du rapport ORSA 2016 montrent que la société couvre le SCR réglementaire ainsi que son BGS lors d'une dégradation de sa sinistralité correspondant à une augmentation très importante du S/C attritionnel sur les affaires directes (près de 94%).

C.1.1.1.3. Procédure en cas de dépassement des limites

Les indicateurs sont contrôlés trimestriellement, avec une mise à jour entre deux échéances en cas de forte variation observée dans les tableaux de bord mensuels. En cas de dépassement des seuils d'alertes définis, la fonction clé gestion des risques est informée.

C.1.2. ATTÉNUATION DU RISQUE DE SOUSCRIPTION

Le risque de souscription est protégé par un dispositif de cession en réassurance.

C.1.2.1. DISPOSITIF MIS EN PLACE

C.1.2.1.1. Organisation générale

La majorité des risques sont placés au travers de couvertures communes souscrites en co-cession dans le cadre de la SGAM BTP. Le placement de ces couvertures est confié au service réassurance de la SMA BTP, qui tient informé au fur et à mesure des négociations le service réassurance de la CAM btp, ainsi que le Comité de Direction Général de la SGAM BTP.

Le schéma de réassurance pour des couvertures communes et souscrites par l'ensemble des adhérents de la SGAM BTP est le suivant :

- « Traité externe » : Réassurance en co-cession auprès de réassureurs externes à la SGAM BTP pour une protection au-delà du niveau de rétention de la SMABTP.
- « Traité sous-jacent » : Réassurance auprès de la SMABTP d'une protection pour la différence entre le niveau de rétention de la SMABTP et le niveau décidé par la CAM btp. A noter que ce dispositif, outre sa fonction de sous-jacent, peut, pour certains risques, intervenir en remplacement du traité externe dans l'hypothèse où ce dernier serait épuisé.

Par ailleurs, le service réassurance place les couvertures relatives aux risques : Catastrophes naturelles, Tous Risques Chantier, risques sociaux, divers pool marché ainsi que les facultatives.

Le Directeur Général valide, in fine, le placement de l'ensemble des couvertures de réassurance, ainsi que la répartition par réassureur du placement de chaque traité.

C.1.2.1.2. Nature des protections

Plusieurs formes de réassurance adaptées à chaque risque ont été retenues :

- Les branches Dommages aux biens, Responsabilité Civile, Construction, Licenciement, Automobile et Transport font l'objet d'une réassurance en excédent de sinistres (cession des sinistres qui dépassent la priorité fixée dans les traités). L'objectif recherché est de protéger la société contre une dégradation de sa solvabilité pouvant résulter d'une sinistralité exceptionnelle sur ces risques. Pour faire face aux dérives de la sinistralité de fréquence, la société dispose de capacités techniques et financières suffisantes.

- Les risques Bris de Machine, TRC font l'objet d'une réassurance en quote-part. Ce choix est motivé par la taille limitée de ces portefeuilles, justifiant la recherche d'un plus fort soutien technique et financier auprès de nos réassureurs.
- Enfin, les indemnités journalières ne justifient pas de réassurance systématique compte tenu de la maîtrise technique et des niveaux d'engagement de la société sur ces risques.

Les réassureurs sont appelés à garantir leurs engagements par le versement de dépôts espèces ou le nantissement de titres répondant à des caractéristiques définies par la Direction Financière.

L'adéquation entre les provisions techniques mises à charge des réassureurs et les garanties fait l'objet d'un suivi régulier.

C.1.2.1.3. Politique de rétention

La politique de rétention est édictée par notre structure de fonds propres, par la nature des risques, des types de sinistres, de la taille de notre portefeuille et de la stratégie du groupe, fondée sur une politique suffisamment prudente pour éviter à la CAM btp un déficit de fonds propres dans le développement de ses activités ainsi qu'un lissage des résultats par branche.

Pour chaque branche réassurée en excédent de sinistres, le ratio priorité /fonds propres libres est indiqué dans le tableau en annexe 1, et atteste du caractère prudent des niveaux de conservation.

C.1.2.1.4. Niveaux de protection

Pour les principaux risques, les couvertures tiennent compte des montants maximum de garanties accordées ainsi que des scénarii de sinistralité défavorables.

Notamment sur les risques décennaux, dont la couverture fonctionne par exercice de souscription, les protections sont toujours adaptées aux valeurs des ouvrages assurés.

C.1.2.1.5. Politique de placement

Le placement de la réassurance est fondé sur la recherche d'une relation de long terme avec les réassureurs. Cet objectif justifie un placement direct (peu de courtage, excepté sur une partie des programmes Dommages Aux Biens et Automobile), et une dispersion des cessions relativement limitée auprès des réassureurs les plus solides et les plus professionnels du marché.

La qualité financière des réassureurs est appréciée en fonction des notations des organismes spécialisés, de la composition de leur actionariat, des notes de synthèse produites par les courtiers de réassurance et des échanges entre cédantes.

Le professionnalisme des réassureurs s'apprécie par rapport à la qualité technique de leurs équipes et à leur volonté de pratiquer essentiellement et durablement l'activité de réassurance.

D'autre part, la qualité des prestations fournies est également appréciée, notamment dans les règlements des sinistres (les règlements font l'objet d'un suivi et les traités permettent d'anticiper certains règlements si besoin), mais aussi à travers les soutiens techniques, notamment à travers les séminaires techniques ouverts aux cédantes.

Enfin, il est fait appel, dans le cadre des « traités externes », à des réassureurs non professionnels (pour des parts inférieures à 5%) pour augmenter la diversification des engagements et des placements de réassurance.

C.1.3. TESTS DE RÉSISTANCE

La CAM btp a réalisé des tests de résistance dans son ORSA élaboré au second semestre 2016.

L'objectif de la réalisation de stress tests en situation adverse, est de s'assurer de la conformité permanente au SCR/MCR entre 2 dates d'arrêt. Il s'agit donc d'identifier le niveau des paramètres qui ferait baisser le taux de couverture du SCR en dessous de 100%.

Concernant le risque de souscription, l'événement important consiste en l'augmentation de la charge de sinistres sans atténuation par la réassurance non proportionnelle.

Ce stress test traduit le risque de perte consécutif à une augmentation de la sinistralité courante en de manière homogène sur l'ensemble des LOB, acceptations incluses.

Ainsi la sinistralité d'ACTE iard subit le même choc.

La dégradation ne concerne pas la liquidation du stock des provisions au 31/12/2015, elle ne porte que sur la sinistralité de l'exercice technique 2016 : portefeuille reconduit, ainsi que les affaires nouvelles 2016.

L'objet du stress test n'est pas de préciser l'origine de la dégradation de la sinistralité qui pourrait provenir de différents scénarios : inflation économique ou liée à l'évolution des techniques/normes constructives, évolution jurisprudentielle, évolution liée à la nature des engagements, évolution consécutive à l'apparition de risques émergents, etc.

Cependant, nous faisons l'hypothèse que l'origine de la dégradation ne serait pas de nature à pouvoir faire jouer les traités de réassurance en excédent.

Pour toute augmentation supérieure à 120%, un effet de palier se fait ressentir sur le taux de couverture du SCR, qui baisse brusquement du fait de l'augmentation du risque de contrepartie de la créance ACTE iard ; augmentation au-delà de laquelle le taux de couverture du SCR d'ACTE iard passe en dessous de 95%.

Valeur du choc	0%	25%	50%	100%	120%	150%	275%
S/C courant	70,5%	88,9%	107,2%	143,8%	158,4%	180,4%	271,7%
Charge des prestations	81 134	100 657	120 104	158 789	174 190	197 219	292 345
Provisions techniques S2	457 691	471 738	485 764	513 546	531 570	552 990	622 148
SCR	163 795	168 242	172 833	181 986	204 806	223 974	252 043
Couverture du SCR	264,5%	248,1%	232,4%	203,4%	172,4%	147,8%	99,9%

C.2. RISQUE DE MARCHÉ

C.2.1. IDENTIFICATION DES RISQUES

Les risques majeurs identifiés et retenus pour la société sont au nombre de 22, dont 7 risques financiers :

Famille de risque	Libellé du risque
Financiers	Risques de taux
	Risques actions
	Risques immobiliers et fonciers
	Risques émetteur
	"Risques relatifs au pilotage stratégique des activités et des filiales"
	Risque de change
	Risque de concentration

Le risque de marché est lié au niveau ou à la volatilité de la valeur de marché des instruments financiers ayant un impact sur la valeur des actifs et des passifs de la société. Il reflète également toute inadéquation structurelle entre les actifs et les passifs.

Il se décompose en une série de risques spécifiques :

§ LE RISQUE ACTION

Le risque action correspond à l'impact sur les actifs financiers d'une évolution défavorable des marchés actions, ou d'une trop forte exposition vis-à-vis de ceux-ci.

Le risque action concerne les actifs financiers sensibles aux variations des marchés actions, ainsi que les placements alternatifs, c'est-à-dire :

- les actions (y compris les titres non cotés et les participations) et les obligations convertibles.
- les Organismes de Placement Collectifs (OPC), actions, convertibles et de gestion alternative.
- les Euro Medium Term notes (EMTN) indexés sur les marchés actions, la gestion alternative, le « private equity » (actions non cotées) et les matières premières.

§ LE RISQUE DE TAUX

Le risque de taux est fonction de la sensibilité de la valeur des actifs, des passifs et des instruments financiers aux changements affectant la courbe des taux d'intérêt ou la volatilité des taux d'intérêt.

Le risque de taux concerne les obligations.

§ LE RISQUE IMMOBILIER

Le risque immobilier est fonction de la sensibilité de la valeur des actifs et des passifs aux changements affectant le niveau ou la volatilité de la valeur de marché des actifs immobiliers.

Actifs soumis au risque immobilier :

- les immeubles.
- les parts de Sociétés Civiles Immobilières (SCI)
- les fonds de placement d'actifs immobilier (Organismes de Placement Collectif Immobilier - OPCI, et les Sociétés Civiles de Placement Immobilier - SCPI...).

§ LE RISQUE DE CHANGE

Le risque de change est fonction de la sensibilité de la valeur des actifs, des passifs et des instruments financiers aux changements affectant le niveau ou la volatilité des taux de change.

Tous les actifs hors actifs monétaires (cash en banque, livrets, compte à terme) sont soumis à risque de change.

§ INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Dans le cadre de la réglementation S2, l'utilisation d'instruments dérivés est possible dans la mesure où ils contribuent à réduire les risques ou favorisent une gestion efficace du portefeuille.

La société a fait le choix de ne pas avoir recours à ce type d'actif dans sa gestion.

C.2.2. PROCESSUS D'INVESTISSEMENT ET DISPOSITIF DE MAÎTRISE DES PRINCIPAUX RISQUES FINANCIERS

La CAM btp respecte le principe défini le principe de "personne prudente" énoncé à l'article 132 de la directive 2009/138/CE :

- elle n'investit que dans des actifs et instruments présentant des risques qu'elle peut identifier, mesurer, suivre, gérer, contrôler et déclarer de manière adéquate ainsi que prendre en compte de manière appropriée dans l'évaluation de son besoin global de solvabilité ;
- tous les actifs, et en particulier les actifs couvrant le MCR et le SCR, sont investis de façon à garantir la sécurité, la qualité, la liquidité et la rentabilité de l'ensemble du portefeuille. La localisation de ces actifs est telle qu'elle garantit leur disponibilité ;
- les actifs détenus aux fins de la couverture des provisions techniques sont investis d'une façon adaptée à la nature et à la durée des engagements d'assurance, dans le meilleur intérêt de tous les preneurs et de tous les bénéficiaires, compte tenu de tout objectif publié. En cas de conflit d'intérêts, la CAM btp, ou les entités qui gèrent son portefeuille d'actifs, veillent à ce que l'investissement soit réalisé au mieux des intérêts des preneurs et des bénéficiaires ;
- l'utilisation d'instruments dérivés est possible dans la mesure où ils contribuent à réduire les risques ou favorisent une gestion efficace du portefeuille ;
- les investissements et les actifs qui ne sont pas admis à la négociation sur un marché financier réglementé sont maintenus à des niveaux prudents ;
- les actifs font l'objet d'une diversification appropriée de façon à éviter une dépendance excessive vis-à-vis d'un actif, d'un émetteur ou d'un groupe d'entreprises donnés ou d'une zone géographique donnée et à éviter un cumul excessif de risques dans l'ensemble du portefeuille. Les investissements dans des actifs émis par un même émetteur ou par des émetteurs appartenant à un même groupe n'exposent pas la société à une concentration excessive de risques.

Le processus d'investissement prend en compte les éléments suivants :

- la prise en compte du passif afin de définir une gestion d'actifs adéquate, une gestion actif-passif, basée notamment sur la sinistralité attendue (projection des provisions techniques) ; ainsi, la politique de placements n'est pas décorrélée de l'activité opérationnelle, des contraintes et des engagements de l'entreprise ;
- une allocation stratégique d'actifs (définie annuellement et validée par le Conseil d'Administration), basée simultanément sur une approche ascendante (ou « bottom up » ou « stock picking ») et une approche descendante (ou « top down »), combinant les anticipations macro-économiques (par zones géographiques et par secteurs économiques) et les valeurs ; à moyen-long terme, l'allocation stratégique se révèle souvent être la 1ère composante des rendements des actifs, les suivantes concernant la gestion tactique et la sélection des actifs, qu'ils soient gérés en titres vifs (cas de l'obligataire en zone euro, des actions françaises, de l'immobilier) ou investis sur des supports complémentaires du type OPC ;
- une gestion tactique, basée sur la saisie d'opportunités et sur une aptitude de gestion contra-cyclique (allègement après une forte tendance haussière, renforcement après une forte tendance baissière) ;
- l'optimisation de la rentabilité sous contrainte d'allocation (actifs de taux principalement sur les engagements, actifs risqués principalement sur les fonds propres) et d'un horizon moyen de 3 à 5 ans ;
- le choix d'une forte diversification des actifs, notamment par le biais d'OPC sélectionnés pour la qualité de leur gestion, la récurrence de leurs résultats et les compétences du gérant ou de l'équipe de gestion (récurrence & sélection des meilleures gestions dans chaque thématique) ; ainsi, ceux-ci sont quasi-exclusivement investis sur des OPC ouverts, notamment par le biais de supports investis sur d'autres zones géographiques (Etats-Unis, Japon, pays émergents, ...) et sur des thématiques complémentaires (convertibles, high yield, fonds diversifiés et flexibles, alternatifs, loans, etc.).

L'entreprise ne réalise pas de prêt hypothécaire, tel que décrit dans l'article 191 du Règlement délégué 2015/35.

L'ensemble des allocations et limites présentées ci-après s'expriment en valeur de réalisation. Cette méthode de valorisation est présentée en paragraphe 6.8.

Les actifs pris en compte sont ceux de l'état des placements diminué des créances et augmentés de l'épargne bancaire disponible (livrets, comptes courants rémunérés).

Les limites présentées s'appliquent aux actifs et engagements pris en direct, hors transposition des OPC.

Une dérogation au respect de certaines limites peut être soumise au Conseil d'Administration et, si elle est validée, le dépassement de limite(s) est acté.

C.2.2.1. GESTION DES OBLIGATIONS

Les investissements en obligations sont limités par émetteur selon sa notation, dans un souci de maîtrise du risque de concentration.

Les groupes d'émetteurs privés hors banques françaises doivent respecter les limites de dispersion suivantes :

Échelon de qualité de crédit (CQS)	Limite par groupe émetteur (en % du total des actifs)
0 et 1 (AAA et AA)	< 5,0%
2 (A)	< 3,0%
3 (BBB)	< 1,5%
4 (BB)	< 0,5%
5 et 6 (<BB)	< 0,5%
Non notés	< 1,5%

Les groupes bancaires français doivent respecter les limites de dispersion suivantes :

Échelon de qualité de crédit (CQS)	Limite par groupe émetteur (en % du total des actifs)
0 à 2 (AAA / AA / A)	< 5,0% ⁽¹⁾
3 (BBB)	< 1,5%
4 (BB)	< 0,5%
5 et 6 (<BB)	< 0,5%
Non notés	< 1,5%

⁽¹⁾ Cette limite pouvant être portée de 5 à 10 % si la somme des groupes émetteurs qui dépassent 5 % n'excède pas 25 % de l'actif.

Limite globale du portefeuille

- la part des titres de taux ayant une note strictement inférieure à l'échelon de crédit 3 ne doit pas dépasser 5 % de l'actif
- la part des titres de taux ayant une note strictement inférieure à l'échelon de crédit 2 ne doit pas dépasser 30 % de la valeur de l'actif
- la part des titres de taux dans des signatures non notées est au maximum de 10 % de la valeur de l'actif

Limite sur les produits de taux non négociables

La part investie en prêts contractés en direct, en OPC investis en prêts, en obligations et autres titres de créance non négociables est limitée à 20 % de l'actif.

C.2.2.2. GESTION DES ACTIONS

La part exposée en actions négociables (actions en direct, OPC actions, engagements sur les IFT actions, OPC mixtes hors performance absolue ou matières premières) ne dépasse pas 25% de l'actif.

La part exposée en actions non négociables (actions en direct ou via OPC et sociétés ad-hoc) – hors participations - ne dépasse pas 5% de l'actif.

C.2.2.3. GESTION DES ACTIFS IMMOBILIERS

La société a une politique d'acquisition d'actifs immobiliers de bureau et d'habitation, prioritairement en pleine propriété, éventuellement de commerces, zones d'activités et entrepôts, achevés ou en VEFA (vente en l'état futur d'achèvement). La préférence est donnée aux actifs réels, l'acquisition de parts d'OPCI et de SCPI venant en complément

L'objectif est de générer un revenu régulier (rendement net satisfaisant) pendant la durée de détention de l'immeuble. Une attention particulière est accordée à l'emplacement, à la qualité de la construction, à la durée des baux, à la solvabilité des locataires et à la diversification géographique (en particulier via l'investissement dans les fonds de placements immobiliers).

Les actifs immobiliers sont gérés en interne, avec une délégation de gestion financière et technique à des gestionnaires externes, au cas par cas, par immeuble.

La part des actifs immobiliers ne dépasse pas 30%des actifs totaux.

La politique d'investissement en matière immobilière a un objectif de conservation et de valorisation des actifs à long terme, avec pour conséquence un impact limité de la variation des certifications annuelles et expertises quinquennales. L'évolution du rendement net des actifs est surveillée via notamment un suivi commercial et statistique des divers professionnels immobiliers du marché.

C.2.2.4. GESTION DES OPC

L'achat de parts d'OPC fait l'objet d'un processus d'analyse et de sélection de fonds.

Les critères prépondérants dans le choix d'un OPC, de façon non exhaustive, sont les suivants :

- § Objectifs d'investissement, complémentarité des actifs en titres vifs
- § Régularité et qualité (analyse volatilité/performance) du couple risque/rendement
- § Solidité, compétence reconnue et réputation de la société de gestion
- § Capacité à recevoir un reporting détaillé régulier

L'investissement via des fonds de placements permet d'acquérir des actifs difficilement accessibles en direct. C'est notamment le cas des OPC d'obligations convertibles, d'obligations à haut rendement, des OPC I et SCPI (permet une diversification des actifs immobiliers) et des fonds spécialisés (infrastructures, loans, alternatifs ...).

Limites de dispersion sur fonds d'investissement (OPC français ou fonds d'investissement étrangers) :

- pas de limite pour les OPC dédiés ou gérés par des sociétés de gestion liées à des affiliées de la SGAM btp
- 10 % maximum par OPC pour les OPC français monétaires
- 5 % maximum par OPC pour les autres OPC français, européens (OPCVM ou FIA) ou tiers équivalent

C.2.2.5. GESTION DES PRÊTS DE TITRES

La société a recours à des opérations de prêts de titres dans le but d'optimiser le rendement des titres obligataires d'États et assimilés. Il s'agit d'opérations de pension livrée, c'est-à-dire une vente de titres contre espèces, rémunérée à un taux proche du taux monétaire pendant une période déterminée. Il y a engagement irrévocable réciproque de rachat à un prix et à une date convenus.

Les espèces sont placées sur des comptes à terme ou des produits de trésorerie présentant un profil de risque similaire. L'objectif de ce type d'opération est uniquement d'obtenir un rendement net et en aucune manière de générer des risques supplémentaires via le placement en actifs risqués.

C.2.2.6. GESTION DES ACTIFS DE TRÉSORERIE

Le placement en actifs de court terme (comptes à terme, comptes d'épargne sur livret, comptes rémunérés) est dépendant de décisions d'investissement dans les autres catégories d'actifs. Le désinvestissement dans certaines catégories d'actifs aura pour conséquence une augmentation des fonds disponibles à vue placés en actifs de court terme (pouvant aller jusqu'à 5 ans) en attente d'une nouvelle affectation.

Dans la mesure où il s'agit de placements de trésorerie, la liquidité du produit et la qualité de l'établissement bancaire sont les critères d'investissement prépondérants. La durée et le taux du placement sont optimisés dans ce cadre.

C.2.2.7. GESTION ACTIF-PASSIF

L'exposition au risque associé à la variation des valeurs économiques des actifs et des passifs rend nécessaire une coordination des décisions de gestion. La gestion des actifs est faite sous contrainte de la structure de passif de la société basée sur la sinistralité attendue. Elle est donc corrélée à l'activité opérationnelle de la société et à ses engagements.

Dans une vision statique annuelle (run off, sans hypothèses futures), l'objectif est de mettre en évidence les flux « naturels » des actifs et des passifs, afin de mettre en évidence l'équilibre (ou déséquilibre) relatif des gaps annuels et cumulés (décalages entre actifs et passifs). Il s'agit de limiter les risques financiers (principalement le risque de liquidité) afin d'être en capacité d'honorer les engagements financiers lorsque ceux-ci se présentent et ne pas être contraint à réaliser des actifs à des moments non opportuns ou de manière précipitée.

Les opérations financières sont réalisées en tenant compte de cette contrainte, et une synthèse est faite annuellement pour vérifier l'adéquation actif-passif.

Une poche importante de liquidité est conservée sous la forme de placement en livrets bancaires et en comptes à terme pour faire face à tout besoin immédiat de trésorerie résultant d'une réalisation de passif.

C.2.2.8. LOCALISATION DES ACTIFS

Tous les actifs de la société sont déposés dans des banques françaises de premier plan. Une attention particulière est apportée à la diversification des différents groupes bancaires dépositaires.

C.2.2.9. VALORISATION DES ACTIFS

Par défaut, tous les actifs cotés de la société sont valorisés en valeur de marché. C'est notamment le cas des actions et obligations détenues en direct, ainsi que des OPC.

Lorsque cette méthode de valorisation n'est pas possible, la société s'appuie sur des données fournies par des sources externes :

- Immobilier en direct : expertise quinquennale actualisée annuellement (certification) et réalisée par un cabinet d'expertise indépendant
- Actions non cotées : valorisation à la situation comptable fournie par les sociétés, généralement basée sur l'actif net
- Comptes à terme : valorisés à leur valeur de remboursement

Les participations sont valorisées à la dernière situation comptable disponible.

C.2.3. CHOIX DES INDICATEURS DE RISQUE

Les indicateurs de risque sont choisis de telle façon qu'ils puissent détecter une éventuelle dérive mettant à mal l'objectif de conformité permanente au SCR/MCR entre deux dates d'arrêt.

En particulier, les indicateurs des principaux risques financiers majeurs sont associés à des seuils d'alerte et à des limites qui encadrent leur évolution autorisée

Leur évolution est suivie a minima mensuellement dans les tableaux de bord destinés à mesurer le déroulement du plan moyen terme (ORSA).

Comme défini dans la politique générale des risques, l'appétence au risque est fixée de telle sorte à ce que le taux de couverture du BGS reste supérieur à 200%. Ce niveau est utilisé comme contrainte pour déterminer la limite opérationnelle, ou intervalle, pour les indicateurs de risques.

C.2.4. DÉTERMINATION DES LIMITES

Les stress tests financiers réalisés dans le cadre des scénarios du rapport ORSA 2016 montrent que la société couvre le SCR réglementaire dans les « stress réguliers » suivants :

La poursuite d'un contexte de « taux bas » sur un horizon long terme associé à un choc sur la valorisation des actions de 10% la 1ère année

La poursuite d'un contexte de « taux bas » sur un horizon long terme associé à un choc sur la valorisation des actions de 30% et sur la valorisation des actifs immobiliers de 20% avec un retour aux évolutions du scénario central à partir de la 2ème année

Sur l'horizon du plan moyen terme, et dans les conditions des scénarios de stress financiers, la CAM btp couvre son SCR réglementaire ainsi que son MCR, la couverture du BGS reste supérieure à 200%.

En raison de la politique de provisionnement appliquée aux obligations détenues en direct (provision uniquement en cas de défaut avéré), l'impact d'une baisse de la valorisation de cette classe d'actifs n'a pas d'impact direct sur le résultat comptable.

L'impact d'une évolution notable de la courbe des taux sur la valorisation des obligations ne remet pas en cause à elle seule le dépassement de l'appétence de 200% du BGS.

C.2.5. PROCÉDURE EN CAS DE DÉPASSEMENT DES LIMITES

Les indicateurs sont contrôlés trimestriellement, avec une mise à jour entre deux échéances en cas de forte variation de la valorisation des actifs. En cas de dépassement des seuils et limites définis, la Direction Financière informe la fonction clé gestion des risques.

C.2.6. TESTS DE RÉSISTANCE

Concernant les risques de marché, l'événement important consiste en une évolution défavorable de la valorisation des actions qui est le module le plus significative dans le risque de marché.

Ce stress test traduit le risque de perte ou de changement défavorable de la valorisation des actions détenues en direct et dans des OPVCM. Le choc « 0% » correspond au scénario central.

Rappelons qu'un choc identique est appliqué à ACTE IARD, et à ce titre impacte, au travers de sa valorisation, le profil de risque de CAM btp.

CHOC À LA BAISSSE :

Valeur du choc	0%	-10%	-25%	-50%	-75%	-99%
Valeur réalisation Action	177 734	159 960	133 300	88 867	44 433	1 777
SCR	163 795	157 998	157 289	166 911	192 135	196 015
Couverture du SCR	264,5%	264,6%	251,0%	212,9%	160,8%	137,4%

Au niveau de la solvabilité, la baisse du SCR marché ne suffit pas à compenser la baisse de fonds propres, il en résulte une baisse du taux de couverture quel que soit le niveau du choc.

Il est à noter un effet de palier à partir du choc à 55% du fait de l'augmentation du risque de contrepartie de la créance Acte IARD ; le taux de couverture du SCR d'acte IARD passant en deçà de 95% le risque de contrepartie augmente considérablement.

Compte tenu du niveau des actions, la seule baisse de cette poche, même importante, n'amènerait pas l'entreprise à ne plus couvrir le niveau de couverture réglementaire, en revanche l'appétence au risque fixée ne serait plus respectée pour un choc supérieur ou égal à 55%.

CHOC À LA HAUSSE :

Valeur du choc	0%	25%	50%	100%	150%
Valeur réalisation Action	177 734	222 167	266 600	355 467	444 334
SCR	163 795	183 742	199 703	222 595	247 266
Couverture du SCR	264,5%	256,5%	255,1%	263,2%	267,8%

Les chocs à +25% et +50% entraînent une baisse du niveau de couverture consécutivement à l'augmentation du SCR marché, mais cette baisse reste modérée (-7,5pts pour un choc de +50%).

C.3. RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit recouvre différents aspects :

Ø LE RISQUE DE SPREAD

Le risque de spread est fonction de la sensibilité de la valeur des actifs, des passifs et des instruments financiers aux changements affectant le niveau ou la volatilité des marges ("spreads") de crédit par rapport à la courbe des taux d'intérêt sans risque.

Le risque de spread concerne toutes les obligations à l'exception de celles émises par la BCE, les administrations centrales des États membres, les banques multilatérales de développement et les organisations internationales visées à l'article 118 du règlement 575/2013 (l'UE, le FMI, la Banque des Règlements Internationaux, le FSI, le MES, toute institution financière internationale créée par plusieurs États membres, dont l'objet est de mobiliser des fonds et d'accorder une aide financière à ceux de ses membres qui connaissent ou risquent de connaître de graves problèmes de financement).

Ø LE RISQUE DE CONCENTRATION

Les investissements dans des actifs émis par un même émetteur ou par des émetteurs appartenant à un même groupe ne doivent pas exposer les entreprises d'assurance à une concentration excessive de risques.

Le risque de concentration est formé par les risques supplémentaires supportés par l'entreprise d'assurance du fait soit d'un manque de diversification de son portefeuille d'actifs, soit d'une exposition importante au risque de défaut d'un seul émetteur de valeurs mobilières ou d'un groupe d'émetteurs liés.

La base de calcul du risque de concentration est égale à la valeur de tous les actifs à l'exclusion des actifs traités spécifiquement par le risque de contrepartie ainsi que des actifs dont les émetteurs sont membres de l'UE ou organisations supranationales (même liste que pour le risque de spread).

Les concentrations les plus importantes pour la CAM btp concernent trois contreparties :

Contrepartie	Exposition en M€	Contribution au risque de concentration en M€
GROUPE BPCE	115,30	19,54
GROUPE CAMACTE	128,67	6,55
CAISSE FEDERALE CREDIT MUTUEL	27,72	1,15

Le risque de concentration est de 20,64M€

Ø LE RISQUE DE CONTREPARTIE

Le risque de contrepartie reflète les pertes possibles que pourrait entraîner le défaut inattendu, ou la détérioration de la qualité de crédit, des contreparties et débiteurs de l'entreprise d'assurance.

Actifs soumis à un risque de contrepartie :

- comptes et dépôts à terme auprès des établissements financiers.
- créances.
- cash en banque.
- autres actifs non pris en compte dans les autres modules de calcul du SCR marché.

C.4. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité recouvre différents aspects :

- LE RISQUE ACTIF/PASSIF

Le risque actif-passif résulte d'une asymétrie structurelle entre les actifs et les passifs, en particulier une asymétrie de durée, notamment une durée de passif moins élevée que celle de l'actif. La réalisation d'un passif qui ne serait pas couvert par un actif équivalent génère un risque de liquidité.

- PRIMES FUTURES

Résultat technique net de réassurance attendu : par LOB, en K€ :

LOB	Dénomination	Montant(*)
002	Protection de revenus	149
004	RC Auto	277
005	Auto, autres risques	-585
006	Marine, Aviation et Transport	-146
007	Domage aux biens	-1 734
008	RC Générale	-6 887
010	Protection juridique	-561
012	Pertes pécuniaires diverses	-594
013	Accept. Frais médicaux	0
019	Accept. Domage aux biens	7
020	Accept. RC Générale	1 069
Total CAM btp		-9 004

(*) BE de prime escompté, net de réassurance

C.5. RISQUE OPÉRATIONNEL

C.5.1. NIVEAU DE RISQUE CIBLE

Un niveau de risque cible est défini par la Direction Générale pour l'ensemble des risques opérationnels dans le cadre du dispositif de contrôle interne.

Bien que qualitatif, ce niveau représente la limite de la tolérance au risque opérationnel que se fixe l'organisme. Autrement dit, il s'agit du niveau d'évaluation d'un risque opérationnel à ne pas dépasser, après prise en compte des actions de maîtrise.

C.5.2. RISQUES MAJEURS

L'entreprise a également déterminé une liste de ses risques opérationnels les plus importants, qui correspond à ceux dont l'impact serait le plus significatif. Ces événements permettent de compléter la description du profil de risque de l'organisme présenté dans la politique générale des risques.

Les risques majeurs opérationnels sont sélectionnés par les directions métiers à partir du référentiel IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne) qui détaille l'ensemble des risques opérationnels.

La liste retenue est la suivante :

FAMILLE DE RISQUE	LIBELLÉ DU RISQUE
Opérationnels	Risques relatifs au non-respect d'obligations réglementaires
	Risques de perte de capital humain
	Risques de non-conformité des opérations de distribution
	Risques de données informatiques
	Risques de continuité d'activité
	Risques de défaut de surveillance du portefeuille

- Risque relatif au non-respect d'obligations réglementaires :
 - Ø il vise le risque de non-conformité, dû à une veille réglementaire défaillante.
- Risque de non-conformité des opérations de distribution :
 - Ø il recouvre principalement le risque de défaut de conseil au client : mauvaise prise en compte de la situation et des besoins d'un client, manque d'information sur les limites et étendues des garanties souscrites.
- Risque de continuité d'activité :
 - Ø il vise toute interruption ou défaillance dans le fonctionnement de l'organisme qui ne lui permettrait pas une reprise de ses activités dans un délai raisonnable.
- Risque de données informatiques erronées :
 - Ø il recouvre principalement le risque d'altérer des données au sein du système d'information. Ce risque peut provoquer des conséquences importantes comme des coûts élevés de reconstitution de données ou la production erronée d'états (pour les clients, pour l'administration..) engendrant des risques d'image et de sanction.
- Risque de défaut de surveillance du portefeuille :
 - Ø il couvre la mauvaise définition des règles de surveillance du portefeuille ou leur mauvaise application. La conséquence est la mise en œuvre de mesures tarifaires insuffisantes ne permettant pas d'assurer l'équilibre technique des portefeuilles, ou la conservation à tort de risques à résilier.
- Risque de perte en capital humain :
 - Ø il vise les conséquences de l'indisponibilité d'un ou plusieurs collaborateurs (arrêt de travail, invalidité, décès) sur le bon fonctionnement de l'activité : perte de compétence et de savoir-faire, problématique de production d'états dans des délais légaux, effet de désorganisation, etc.

C.5.3. LE DISPOSITIF DE MAÎTRISE

C.5.3.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'ensemble des éléments permettant d'atténuer le risque est regroupé sous le terme de «Dispositif de maîtrise». Les différentes techniques d'atténuation sont les suivantes :

- la suppression ou l'évitement : cessation des activités à l'origine du risque (remplacement d'un processus d'exécution manuel par une automatisation, ...)
- la réduction : prise de mesures destinées à réduire la fréquence d'apparition ou l'impact du risque (mise en place d'un nouveau système d'information plus fiable...)
- le transfert : réduction de la fréquence ou de l'impact du risque en le transférant ou en le partageant (souscription de polices d'assurance en dommages aux biens ou responsabilités civiles diverses,...)
- l'acceptation : le risque est connu et accepté sans qu'aucune mesure d'atténuation ne soit prise.

La typologie des éléments de maîtrise repose sur les procédures, l'organisation, la documentation, le suivi par indicateur, les contrôles automatiques ou semi-automatiques, les contrôles manuels, la formation.

C.5.3.2. LE DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE

C.5.3.2.1. *Organisation du dispositif de contrôle interne*

Le dispositif de contrôle interne permanent est sous la responsabilité de chaque direction qui détermine les règles à suivre ainsi que le système de contrôle à mettre en œuvre afin d'assurer une maîtrise raisonnable des risques liés à son activité.

Le dispositif de contrôle interne se compose :

- d'un contrôle interne permanent qui repose sur 2 niveaux :
 - le contrôle opérationnel permanent (1er niveau de contrôle) exercé par les collaborateurs, les managers et les responsables de direction
 - le contrôle interne permanent (CIP) (2ème niveau de contrôle) exercé par les correspondants contrôle interne et la coordination du contrôle interne permanent. Il est chargé de s'assurer de l'application du contrôle opérationnel permanent dans chaque direction
- d'un contrôle interne périodique (3ème niveau de contrôle) qui porte sur l'évaluation de l'ensemble du dispositif de contrôle interne permanent

L'audit interne constitue le troisième niveau du dispositif de contrôle interne de l'organisme, et intervient en prolongement des deux premiers niveaux positionnés au sein des différentes activités et structures de la société.

Certaines actions de maîtrise font l'objet de dispositifs spécifiques qui agissent de manière transversale sur les risques de la cartographie, et notamment sur les risques majeurs listés ci-avant.

C.5.3.2.2. *La continuité d'activité*

L'entreprise a identifié les risques importants à intégrer dans des plans d'urgence couvrant les domaines où elle se considère comme vulnérable, et teste régulièrement ces plans d'urgence. Il s'agit :

- Ø des systèmes d'information, notre activité étant portée quasi exclusivement par des outils informatiques de gestion, de communication, etc.
- Ø de l'indisponibilité des locaux ou du matériel informatique, l'activité des collaborateurs étant réalisée essentiellement au Siège et dans ses Délégations.

L'objectif de la planification d'urgence est de s'assurer que l'interruption des activités ou les pertes possibles sont limitées s'il y a une interruption imprévue des systèmes et procédures.

- Ø Pour répondre au risque d'indisponibilité des systèmes d'information, des dispositifs dédiés de maintien en condition opérationnelle des applicatifs ont été mis en place. L'organisme dispose d'un Plan de secours informatique qui permet en cas d'incident grave impactant le Système Informatique (destruction partielle ou totale de ses moyens Informatiques : Infrastructure, Données, réseaux, postes de travail, ...) de basculer sur le système de secours d'un prestataire choisi.

Ce dispositif se base sur un principe de restauration des sauvegardes des données et logiciels de l'organisme sur la plateforme technique du site du prestataire. Pour garantir le bon fonctionnement de ce dispositif de secours, il doit être validé chaque année au moins une fois, par un test de reprise complet de notre système informatique chez le prestataire.

- Ø Par ailleurs, les salariés de l'entreprise sont en capacité de travailler à distance en cas d'indisponibilité des locaux ou du matériel informatique. Ce mécanisme peut également constituer une réponse à un événement exceptionnel (crise sanitaire ou sécuritaire).

C.5.3.2.3. La vérification de la conformité

Dans le cadre de l'obligation de disposer d'un système de contrôle interne efficace, les organismes doivent mettre en place une fonction clé de vérification de la conformité, en charge de superviser le dispositif de conformité et de disposer d'une vision consolidée de la maîtrise des risques de non-conformité au travers des contrôles réalisés.

La finalité de la fonction clé « Vérification de la conformité » est de protéger l'organisme contre le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, d'atteinte à la réputation qui résulterait d'un manquement aux obligations réglementaires.

Le risque de non-conformité entre dans la catégorie des risques opérationnels, mais fait l'objet d'une organisation et d'un suivi spécifiques à travers cette fonction dédiée requise par la réglementation « Solvabilité 2 ».

La politique de conformité énonce les principes directeurs en la matière, et précise les acteurs en charge du respect permanent de la conformité des activités.

C.5.3.2.4. Les protections assurance

Au-delà de la souscription des quelques polices d'assurance obligatoires (portant principalement sur certains champs de responsabilité civile ou professionnelle), l'achat de couvertures assurances est une technique utilisée de façon plus large permettant d'atténuer l'impact du risque opérationnel.

Les polices d'assurances ainsi souscrites couvrent autant les besoins de protection relatifs aux biens qu'aux personnes ou aux responsabilités.

L'organisme est attentif, dans le cadre des protections achetées, à l'optimisation des garanties et des coûts, à la qualité de service des intermédiaires/prestataires utilisés et à la solvabilité des assureurs sélectionnés.

C.5.3.2.5. Le risque de fraude et la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

La société attache une attention particulière à la prévention et à la détection des fraudes internes ou externes qui se matérialisent principalement à la souscription ou au moment du règlement des sinistres.

Le risque de fraude est identifié dans différents processus de l'entreprise, et fait l'objet de formations de sensibilisation.

L'entreprise participe également à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) et a élaboré des procédures lui permettant, en fonction des risques identifiés, de bien connaître ses clients, d'identifier les opérations atypiques, les analyser et éventuellement les porter à la connaissance des services de TRACFIN.

C.6. AUTRES RISQUES IMPORTANTS

Pour certains risques la CAM btp ne dispose pas d'observations directes permettant une approche par modélisation.

Afin de mesurer au mieux les impacts de ces risques sur les objectifs stratégiques, ce sont des experts compétents en interne pour le risque concerné qui estiment un montant d'exposition à ce risque sur plusieurs

périodes de retour, permettant ainsi d'approximer une courbe d'exposition et d'extrapoler le montant d'exposition relatif à la période de retour souhaitée (une fois tous les 120 ans, autrement dit quantile 99.5%).

Le risque « législatif et réglementaire » est hors Formule Standard, et est évalué suivant cette approche. Il est estimé à 6M€ pour une période de retour de 1/200, et avec une hypothèse d'indépendance de ce risque avec les autres modules de risque.

C.7. AUTRES INFORMATIONS

La société n'a pas d'autres informations à mentionner.

D. VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ

D.1. ACTIFS

Les actifs sont évalués à leur valeur de marché.

- Ø **OBLIGATIONS** : évaluation au dernier cours disponible sur la place de marché la plus liquide.
- Ø **ACTIONS COTÉES** : évaluation à la valeur de marché.
- Ø **FONDS DE PLACEMENT** : évaluation à la valeur de marché (dernier cours publié).
- Ø **ACTIONS NON COTÉES** : actif net mis à jour annuellement à la clôture comptable de la société non cotée.
- Ø **IMMOBILIER** : les biens immobiliers (immeubles en direct et SCI) sont évalués par expertise tous les 5 ans. La valeur d'expertise est actualisée chaque année par un tiers indépendant agréé.
- Ø **PARTICIPATIONS** : valorisées à l'actif net calculé annuellement.
- Ø **COMPTES À TERME** : valorisés à leur valeur de remboursement + coupon couru.
- Ø **CRÉANCES** : valorisées à la valeur nette comptable.

Les cours des actifs cotés sont transmis par un fournisseur quotidiennement sur la base du dernier cours de clôture diffusé.

Actifs au 31/12/2016 :

Catégorie actifs	valorisation S2	Valorisation S1	Différence
Immobilier usage propre	11285	9218	2 067
Total placements	738 556	579 345	159 211
Immobilier (autre que pour usage propre)	61380	48659	12 721
Participations	96234	17492	78 742
Actions	31836	21654	10 182
Obligations	158599	150889	7 710
Fonds d'investissement	255634	205778	49 856
Autres placements	134873	134873	0
Provisions techniques cédées	19411	20348	- 937
Dépôts auprès des cédantes	111333	111333	0
Créances nées d'opérations d'assurance	19177	19177	0
Créances nées d'opérations de réassurance	3494	3494	0
Autres créances (hors assurance)	2057	2057	0
Trésorerie et équivalent trésorerie	79752	79752	0
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	51	51	0
Total actifs	985 116	824 775	160 341

Différences de valorisation entre S1 et S2 :

- Ø **Obligations** : Sous S1 les obligations sont valorisées à la valeur nette comptable augmentée des coupons courus, c'est-à-dire la valeur d'achat à laquelle s'ajoute la surcote/décote et une éventuelle provision pour dépréciation durable ainsi que le coupon couru. Sous S2 les obligations sont valorisées à leur valeur de marché augmentée des coupons courus.

- Ø Fonds d'investissement, actions cotées, actions non cotées : valeur de marché en S2 et valeur nette comptable en S1 (valeur d'achat diminuée d'une éventuelle PDD).
- Ø Immobilier : valeur nette comptable sous S1, c'est-à-dire coût d'achat diminué des amortissements par composants et d'une éventuelle PDD pour l'immobilier en direct. Les SCI, OPCI et SCPI sont également valorisés à la valeur nette comptable sous S1. Valeur de marché sous S2.
- Ø Participations : valeur comptable nette sous S1 (coût historique) et valorisées sur la base de l'actif net sous S2.
- Ø Les provisions techniques cédées sont estimées de manière concomitante à la meilleure estimation des sinistres au brut.

D.2. PROVISIONS TECHNIQUES

Le tableau ci-dessous renseigne, pour les lignes d'activité (LOB) décrites dans l'ANNEXE I du règlement délégué 2015/35, sur les montants de la meilleure estimation (BE) déterminée à des fins de solvabilité, pour les montants bruts de réassurance, cessions en réassurance, nettes de réassurance et la marge pour risque. Il s'agit de montants en milliers d'euros au 31/12/2016 :

LOB	Dénomination	BE Brut	cessions	BE Net	Risk Margin
2	Protection de revenus	2 964	-105	3 069	389
4	RC Auto	12 060	3 391	8 670	1 099
5	Auto, autres risques	-16	-404	387	49
6	Marine, Aviation et Transport	-101	-7	-94	-12
7	Domage aux biens	17 669	-272	17 941	2 275
8	RC Générale	229 249	16 616	212 633	26 957
10	Protection juridique	-467	0	-467	-59
12	Pertes pécuniaires diverses	4 027	193	3 834	486
13	Accept. Frais médicaux	5 685	0	5 685	721
19	Accept. Domage aux biens	3 312	0	3 312	420
20	Accept. RC Générale	108 333	0	108 333	13 734
34	Rentes non vie	344	0	344	44
Total CAM btp		383 060	19 411	363 648	46 102

Lob 2 à 12 : Ø Affaires directes

Lob 13 à 20 : Ø Réassurance proportionnelle

Lob 34 : Ø Rentes découlant de contrats d'assurance non vie

A noter que la CAM btp n'a recours qu'à de la réassurance traditionnelle (pas d'utilisation de « SPV »). La détermination du BE est effectuée à une maille élémentaire correspondant à un groupe homogène de risque (HRG).

Par exemple la LOB 8 « RC générale » comporte 4 HRG :

- § RC générale professionnelle,
- § RC Décennale complémentaire,
- § RC Décennale Obligatoire,
- § RC des contrats multirisques incendie

Le HRG peut être déterminé en fonction d'un ou plusieurs des critères suivants :

- § type de garantie sinistrée (affecté dans une même LOB)
- § mode de gestion : répartition ou capitalisation,
- § forme de réassurance : notamment si elle est proportionnelle ou non proportionnelle

A noter que la garantie du conducteur automobile est affectée en LOB 12.

Changements intervenus en 2016 dans le calcul des BE :

- Ø Liquidation de la RC auto et du DAB sur le total du HRG sans dissociation graves/hors graves, l'impact est de -173K€ sur le total de BE (brut de réassurance, non escompté) soit une variation sur le total de provision RC auto et DAB de -1,5%.
- Ø Estimation d'IBNR sur les populations atypiques « Évènements climatiques » et « Sinistres exceptionnels ». Aucun évènement climatique d'importance n'étant survenu en fin d'année 2016 aucun IBNR n'est retenu pour cette population. Pour les sinistres exceptionnels, la méthode d'estimation nous amène à retenir un montant de 0.6M€ (BE net de réassurance non proportionnelle, non escompté)
- Ø Estimation des IBNER au travers de la liquidation de la charge par année d'enregistrement, cette méthode est retenue de façon à améliorer le processus d'estimation en limitant le recours « à dire d'expert » sur les coefficients de projection obtenus par « chain ladder ».
- Ø Intégration de la frontière du contrat dans le périmètre de calcul du BE de prime. Le calcul conduit à un BE escompté, net de réassurance, négatif de 9M€.
- Ø Prise en compte d'une structure de coût plus complexe au sein de la modélisation de la PFGS avec notamment inclusion de frais fixes supplémentaires (Rémunération Direction générale). Sur base des données 31/12/2016, et par rapport à la méthode appliquée à fin 12/2015, l'impact est de +13.8% soit +3.9M€
- Ø Implémentation d'une nouvelle méthode de calcul des nombres d'ultimes, retenue en Dommages Ouvrages, qui utilise le rapport nombre de sinistres sur primes de l'année de chantier et qui permet de mieux tenir compte de l'hétérogénéité du volume d'affaires de ce HRG. Ce changement contribue également à limiter, voire éliminer le recours à « dire d'expert » dans les coefficients de projections obtenus par chain ladder.

Méthodes retenues pour le calcul du BE de sinistres :

- Ø Pour les arrêts de travail le BE est déterminé par liquidation chain ladder des règlements.
- Ø Pour les produits en répartition, hors arrêt de travail (automobile, incendie, RC Général, RC Décennale garantie complémentaire, etc.), le BE est déterminé comme suit :
 - ✓ détermination d'un nombre de sinistres tardifs par liquidation chain ladder
 - ✓ détermination d'un coût moyen à appliquer aux sinistres tardifs d'après les coûts moyens des sinistres clos
 - ✓ détermination d'une provision pour IBNER (peut être négative) par liquidation de la charge, nette de recours, par année d'enregistrement

En RC générale, les sinistres les plus importants (supérieur au 98 percentiles) sont estimés indépendamment par méthode Cape cod en utilisant l'historique à compter de 1995 pour la détermination du S/C et en intégrant une provision pour IBNER calculée par liquidation de la charge par année d'enregistrement.

L'historique retenu pour la détermination des coefficients chain ladder est de 10 ans, sauf en RC générale hors grave et en Auto matériel ou il n'est que de 5 ans.

- Ø Pour les produits en capitalisation (notamment RC Décennale – garantie obligatoire), le BE est déterminé comme suit :
 - ✓ liquidation chain ladder du triangle de nombre survenance/développement afin d'obtenir une cadence de manifestation des sinistres.
 - ✓ complétion du triangle de nombre DROC / survenance grâce à la cadence obtenue à l'étape 1).
 - ✓ détermination du nombre ultime de sinistre par pondération entre les ultimes obtenus par chain ladder additif et multiplicatif à partir du triangle DROC / survenance obtenu à l'étape 2)
 - ✓ détermination des coûts moyens à appliquer aux sinistres tardifs et non manifestés d'après la chronique de coût moyen des sinistres clos.
 - ✓ calcul d'une provision pour IBNER à partir de la liquidation chain ladder de la charge nette par année d'enregistrement puis transposition par DROC d'après la répartition observée.

Pour la RD garantie obligatoire, les sinistres les plus importants (supérieur au 99 percentiles) sont estimés indépendamment par méthode Cape cod en utilisant pour la détermination du S/C les 10 DROC les plus récentes présentant au moins 50% de manifestation en nombre et en intégrant une provision pour IBNER calculée par liquidation de la charge par année d'enregistrement.

- Ø Les frais de gestion de sinistres sont estimés d'après la projection du nombre de dossier en gestion au cours du temps. Du nombre de dossier à gérer sont ensuite déduits les différents effectifs requis pour la gestion en run off du portefeuille. Les différents effectifs permettent la détermination des frais de rémunération, d'occupation des locaux etc. tandis que le volume de dossier permet de déterminer les frais d'impression, d'affranchissement, d'archivage etc. La modélisation est mutualisée entre CAM btp et ACTE iard et intègre également une part de frais fixe.

Méthode retenue pour le calcul du BE de Prime :

Nous distinguons :

- Ø le BE de primes relatif aux contrats dont la prime a déjà été émise par la compagnie (cas des contrats pour lesquels une PPNA comptable existe)
- Ø le BE de primes relatif aux contrats pour lesquels la prime n'a pas encore été émise (cas des contrats à quittance non annuel dont il reste à émettre une fraction et des contrats à échéance principale janvier ou février pour lesquels nous sommes déjà engagés)

Dans les 2 cas sont calculés, en se rapportant à l'assiette de prime correspondante :

- Ø des prestations futures
- Ø des frais de gestion des sinistres
- Ø des cessions de sinistre en réassurance

Pour les contrats dont la prime n'a pas encore été émise sont calculées en plus :

- Ø des primes futures à recevoir
- Ø des frais d'administration
- Ø des frais d'acquisition (qui comprennent les commissions du courtage le cas échéant)
- Ø des cessions de primes en réassurance
- Ø des commissions / participation aux bénéfices de réassurance

Hypothèses retenues pour le calcul des BE :

- Ø Les bases informatiques sont utilisées pour les exercices techniques postérieur à 1985, soit une profondeur d'historique de 31 ans.
- Ø Les éléments utilisés dans le calcul des BE sont observés au 31/12/2016.
- Ø Le taux de cession en réassurance proportionnelle est appliqué au BE brut de réassurance. Pour la réassurance non proportionnelle (excédent de sinistre), la cession comptable des sinistres connus au 31/12/2016 est complétée d'une estimation obtenue par application de taux de cession moyens à la différence entre le BE brut et la charge dossier/dossier observée à la date d'inventaire. Les différents taux moyens appliqués sont obtenus par simulation des différents programme de réassurance sur l'historique de données complet.
- Ø La prise en compte de l'inflation repose sur l'hypothèse que l'inflation future est identique à l'inflation passée.

Estimation des flux de trésorerie :

- Ø Les cadences utilisées pour l'estimation des flux de trésorerie sont obtenues par liquidation chain ladder des triangles de règlements nets de recours. Ils sont utilisés à la fois pour la liquidation des BE de sinistres, mais également pour la liquidation des « Prestations » issues du BE de primes.
- Ø La méthode d'estimation de la PFGS permet d'obtenir les flux associés. La cadence résultante, par HRG, permet d'obtenir les flux relatifs aux « Frais de gestion de sinistres » du BE de primes.
- Ø Les primes futures à recevoir, les frais d'administration et les frais d'acquisition sont liquidées par hypothèse en N+1.
- Ø Les différents flux sont ensuite actualisés avec la courbe des taux au 31/12/2016 fournie par l'EIOPA, sans volatility ajustement.

Limites dans la qualité des données :

Lorsque les méthodes de projection ne peuvent être appliquées, le montant comptable est retenu comme B.E. non escompté, puis escompté soit par l'application d'une cadence de règlement pour un risque équivalent pratiqué par CAM btp ou à dire d'expert sinon.

Cela concerne :

- ∅ Les données issues de l'échange d'information avec un partenaire commercial ou dispositif marché non disponibles à une maille élémentaire :
 - ✓ Arrêt de travail PROBTP
 - ✓ Protection juridique CIVIS
 - ✓ Opérations de réassurance (ASSURATOME, ASSURPOL, GAREAT etc.)

- ∅ Les données pour lesquelles le volume d'observation ne permet pas de projection statistiques :
 - ✓ HRG 73 : DO complémentaire
 - ✓ HRG 74 : Tous risques chantier
 - ✓ HRG 101 et 102 : protection juridique
 - ✓ HRG 121 : Garantie du conducteur
 - ✓ HRG 125 : Licenciement

Marge pour risque :

La marge pour risque est déterminée suivant l'approche proportionnelle à la liquidation du B.E. net, soit le niveau noté (2) dans les notices diffusées par l'ACPR en décembre 2015.

Ne sont considérés dans la liquidation du BE que le BE de sinistre et les prestations de réassurances et frais de gestion de sinistres relatifs au BE de prime. Dans le cadre de la frontière du contrat ne sont donc pris en compte les flux relatifs aux primes et aux frais d'acquisition / administration intervenant en N+1.

Description du niveau d'incertitude lié à la valeur des provisions techniques :

Le niveau d'incertitude lié à la valeur des provisions techniques sur le périmètre affaires directes est apprécié sur base :

- ∅ d'une étude sur la convergence de différentes méthodes
- ∅ d'une étude de type backtesting en nombre
- ∅ d'une étude de type backtesting en montant

Les résultats de ces études permettent de conclure quant au caractère approprié des méthodes utilisées.

Comparaison des BE bruts aux provisions des comptes sociaux (hors acceptations) en K€

Lob	Dénomination	S1 Brut	S2 Brut non escompté	Différence	
2	Protection de revenus	3 205	2 911	-294	-9,2%
4	RC Auto	16 591	11 968	-4 622	-27,9%
5	Auto, autres risques	980	958	-21	-2,2%
6	Marine, Aviation et Transport	97	49	-48	-49,4%
7	Dommage aux biens	40 902	20 138	-20 764	-50,8%
8	RC Générale	350 779	241 439	-109 339	-31,2%
10	Protection juridique	66	93	27	41,0%
12	Pertes pécuniaires diverses	5 676	4 716	-960	-16,9%
34	Rentes non vie	347	420	73	20,9%
Total CAM btp		418 642	282 693	-135 949	-32,5%

Nous retrouvons dans la différence :

- les provisions de sécurité (provisions techniques fiscalisées déterminées forfaitairement et issues de décisions d'inventaire)
- les provisions d'égalisation
- les écarts méthodologiques, en particulier sur le calcul des PSNEM qui sont calculées selon la méthode décrite dans l'article A331-21

Remarque : Hors provisions de sécurité la différence est ramenée à -24%.

Effet d'escompte (K€) :

Lob	Dénomination	BE non escompté	BE escompté	Escompte	
2	Protection de revenus	2 950	2 964	15	0,5%
4	RC Auto	12 101	12 060	-41	-0,3%
5	Auto, autres risques	-19	-16	2	-12,5%
6	Marine, Aviation et Transport	-101	-101	0	0,2%
7	Dommage aux biens	17 923	17 669	-254	-1,4%
8	RC Générale	235 595	229 249	-6 346	-2,7%
10	Protection juridique	-465	-467	-2	0,5%
12	Pertes pécuniaires diverses	4 017	4 027	10	0,3%
13	Accept. Frais médicaux	5 668	5 685	17	0,3%
19	Accept. Dommage aux biens	3 332	3 312	-20	-0,6%
20	Accept. RC Générale	111 699	108 333	-3 365	-3,0%
34	Rentes non vie	410	344	-66	-16,1%
Total CAM btp		393 110	383 060	-10 050	-2,6%

L'effet d'escompte résulte de l'utilisation de la courbe des taux EIOPA 31/12/2016 sans volatility adjustment, l'impact est de 2,6%.

D.3. AUTRES PASSIFS

Les autres passifs sont :

Montants en milliers d'euros	Valeur au bilan prudentiel	Valeur dans les comptes sociaux
Provisions autres que les provisions techniques	494	494
Provision pour retraite et autres avantages	1600	0
Impôts différés passifs	70874	0
Dettes nées d'opérations d'assurance	6504	6504
Dettes nées d'opérations de réassurance	3700	3700
Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance)	14069	14069
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	35	35
Total Autres passifs	97 276	24 802

Les engagements de retraite ont été comptabilisés en vision bilan prudentiel alors qu'ils sont en engagements hors bilan en vision comptes sociaux. Ils sont estimés conformément à la norme IAS19.

Les impôts différés nets passifs sont constitués :

- § d'impôts différés passifs déterminés sur base d'une « assiette x taux »,
 - assiette :
 - à l'actif : différence valeur de réalisation placements (S2) / valeur comptable (S1) y compris décote ; différence « BE » cessions (S2/S1) ;
 - au passif : différence entre les provisions techniques y compris marge pour risque S2 / S1 ; la surcote.
 - Taux : 34.43%
- § d'impôts différés actifs calculés en application de la norme IAS12.

Les impôts différés ne sont pas comptabilisés en comptes sociaux.

En dehors de ces passifs évalués différemment entre le bilan prudentiel et les comptes sociaux, les autres passifs sont repris pour leur valeur au bilan social, en particulier :

- les provisions autres que les provisions techniques sont des provisions pour risques et charges ;
- les dettes nées d'opérations d'assurance correspondent aux soldes créditeurs des comptes clients ;
- les dettes nées d'opérations de réassurance sont les soldes créditeurs des comptes de tiers réassurance ;
- les autres dettes non liées aux opérations d'assurance sont les dettes envers le personnel, l'État, des organismes de sécurité sociale, et des créanciers divers (comptes courants internes au Groupe CAMACTE, fonds de compensation de l'assurance construction et autres tiers divers).

D.4. MÉTHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

La société ne pratique de valorisations alternatives.

D.5. AUTRES INFORMATIONS

La société n'a pas d'autres informations à porter à la connaissance du public.

E. GESTION DU CAPITAL

E.1. FONDS PROPRES

E.1.1. FONDS PROPRES SOCIAUX

La CAM btp est une société d'assurance mutuelle à cotisations variables.

Les sources de fonds propres de cette forme de société sont définies par le code des assurances :

- le fonds d'établissement (art. R322-44)
- un droit d'entrée ou droit d'adhésion (art. R322-47)
- des certificats mutualistes (art. L322-26-8)
- un emprunt pour fonds social complémentaire en vue de financer un plan d'amélioration de l'exploitation ou un plan de développement à moyen ou long terme (art. R322-49)
- des titres ou emprunts subordonnés (art. L322-2-1)
- des rappels de cotisations (art. R322-71)

La structure des fonds propres sociaux de la CAM btp se résume comme suit :

(montants en K€)	2016	2015	Variation
Fonds d'établissement	400,00	400,00	+ 0,00%
Réserves de réévaluation	901,91	901,91	+ 0,00%
Réserves statutaires	231 487,69	224 410,83	+ 3,15%
Report à nouveau	355,55	100,48	+ 253,83%
Résultat de l'exercice	14 585,81	7 331,92	+ 98,94%
TOTAL	247 730,96	233 145,14	+ 6,26%

L'ensemble des fonds propres sociaux est classé en Tier 1.

Aucun élément de fonds propre ne fait l'objet de conditions ou clauses particulières.

Les réserves de réévaluation sont des réserves légales. Elles ne peuvent pas servir à compenser des pertes tant que l'immobilisation réévaluée n'est pas cédée. Le bien objet de cette réévaluation est l'ancien immeuble du siège social de la CAM btp qui est en cours de cession.

Les réserves statutaires sont entièrement disponibles et peuvent servir à compenser des pertes.

L'article 12 des statuts de la CAM btp prévoit la possibilité d'avoir recours aux droits d'adhésion, aux emprunts pour fonds social complémentaire ou autres titres ou emprunts subordonnés. Les certificats mutualistes ne sont pas prévus par les statuts.

La politique de gestion des fonds propres de la CAM btp vise à constituer des résultats annuels permettant de maintenir sa solvabilité. Ces résultats sont ensuite portés en réserves statutaires et en report à nouveau. Ceci vient conforter le total des fonds propres déjà atteint. Bien que les statuts le permettent, aucune ristourne au profit des sociétaires n'est envisagée.

Dans le contexte de solvabilité actuel et compte tenu des bons ratios observés, la CAM btp n'envisage pas d'avoir recours aux droits d'adhésion ou autres emprunts prévus par ses statuts.

E.1.2. FONDS PROPRES ÉLIGIBLES POUR COUVRIR LE CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET FONDS PROPRES DE BASE ÉLIGIBLES POUR COUVRIR LE MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

E.1.2.1. LES FONDS PROPRES DE BASE ÉLIGIBLES POUR LA COUVERTURE DU SCR

Compte tenu des différences de valorisation des actifs et estimation des passifs, les fonds propres de base de la CAM btp sont ainsi constitués :

(montants en K€)	2016	2015	Variation
Fonds d'établissement	400	400,	+ 0,00%
Fonds excédentaires	247 331	232 745	+ 6,27 %
Réserves de réévaluation	902	902	+ 0,00%
Réserves statutaires	231 488	224 411	+ 3,15%
Report à nouveau	355	100	+ 253,83%
Résultat de l'exercice	14 586	7 332	+ 98,94%
Réserve de réconciliation	210 907	199 729	+ 5,60 %
TOTAL	458 638	432 874	+ 5,95 %

La composition de la réserve de réconciliation est la suivante :

(montant en K€)	2016	2015	Variation
Différence de valorisation des actifs	160342	157274	1,95 %
Différence de valorisation des provisions techniques	123018	109432	12,42 %
Différence de valorisation des autres passifs	-72453	-66977	8,18 %
TOTAL	210 907	199 729	5,60 %

Les fonds propres de base sont complétés par des fonds propres auxiliaires constitués uniquement des rappels de cotisations potentiels tels que définis au point 3 de l'article 96 de la directive et permis prévus à l'article 10 des statuts de la CAM btp. Ils sont classés en Tier 2.

(montant en K€)	2016	2015	Variation
Rappels de cotisations	3 150	2 710	16,2%

La progression du volume de rappels de cotisations potentiel est à 71% due à la migration de contrats d'anciennes générations ne prévoyant pas la faculté de mise en œuvre de cette disposition, vers des formules de contrats éligibles au rappel.

Au global, les fonds propres éligibles à la couverture du SCR s'élèvent à 461,828M€ contre 435,584M€ à fin 2015.

E.1.2.2. LES FONDS PROPRES DE BASE ÉLIGIBLES POUR LA COUVERTURE DU MCR

Les fonds propres éligibles pour la couverture du MCR ne comportent pas le rappel de cotisations potentiel. Ils s'élèvent à 458,638M€.

E.2. CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

Au 31/12/2016, sur base de la « formule standard » :

ù Le capital de solvabilité requis (SCR) s'établit à 153,719M€

ù Le minimum de capital requis (MCR) s'établit à 46,683M€

Le capital de solvabilité requis au 31/12/2016, par module de risque, se décline comme suit:

	2016	2015	Var. en %	Poids du SCR 2016	Poids du SCR 2015	Poids du module 2016	Poids du module 2015
MCR	46 683	46 855	-0,4%				
SCR après impôts différés	153 719	148 304	3,7%	100,00%	100,00%		
absorption. Impôts différés	-70 874	-65 370	8,4%	-46,11%	-44,08%		
SCR (avant impôts différés)	224 593	213 674	5,1%	146,11%	144,08%		
SCR opérationnel	11 481	11 533	-0,5%	7,47%	7,78%		
Basic SCR	213 111	202 141	5,4%	138,64%	136,30%		
SCR MARCHE	133 014	126 348	5,3%	86,53%	85,20%	100,00%	100,00%
Effet diversification	-44 818	-44 041	1,8%	-29,16%	-29,70%	-33,69%	-34,86%
Somme simple	177 832	170 390	4,4%	115,69%	114,89%	133,69%	134,86%
Taux	0	539	-100,0%	0,00%	0,36%	0,00%	0,43%
Action	84 383	83 129	1,5%	54,89%	56,05%	63,44%	65,79%
Immobilier	20 190	18 146	11,3%	13,13%	12,24%	15,18%	14,36%
spread	27 696	22 193	24,8%	18,02%	14,96%	20,82%	17,56%
change	25 985	26 388	-1,5%	16,90%	17,79%	19,54%	20,89%
concentration	19 576	19 996	-2,1%	12,74%	13,48%	14,72%	15,83%
SCR CONTREPARTIE	10 474	6 626	58,1%	6,81%	4,47%	100,00%	100,00%
Effet diversification	-539	-399	34,9%	-0,35%	-0,27%	-5,14%	-6,03%
Somme simple	11 013	7 026	56,8%	7,16%	4,74%	105,14%	106,03%
SCR type1	8 184	4 712	73,7%	5,32%	3,18%	78,13%	71,11%
SCR type2	2 830	2 314	22,3%	1,84%	1,56%	27,01%	34,92%
SCR "VIE"	30	27	10,1%	0,02%	0,02%	100,00%	100,00%
Effet diversification	-9	-9	10,1%	-0,01%	-0,01%	-31,57%	-31,57%
Somme simple	39	36	10,1%	0,03%	0,02%	131,57%	131,57%
choc de mortalité	0	0	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
choc de longévité	22	20	10,1%	0,01%	0,01%	72,20%	72,20%
choc invalidité	0	0	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
rachat	0	0	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
dépense	9	8	10,1%	0,01%	0,01%	30,41%	30,41%
révision	9	8	10,1%	0,01%	0,01%	28,95%	28,95%
CAT	0	0	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

	2016	2015	Var. en %	Poids du SCR 2016	Poids du SCR 2015	Poids du module 2016	Poids du module 2015
SCR "SANTE"	7 159	5 978	19,8%	4,66%	4,03%	100,00%	100,00%
Effet diversification	-24	-22	10,2%	-0,02%	-0,01%	-0,33%	-0,36%
Somme simple	7 183	6 000	19,7%	4,67%	4,05%	100,33%	100,36%
SLT	0	0	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
NON SLT	7 145	5 965	19,8%	4,65%	4,02%	99,80%	99,78%
CAT	38	35	10,1%	0,02%	0,02%	0,53%	0,58%
SCR "NON VIE"	128 337	123 900	3,6%	83,49%	83,54%	100,00%	100,00%
Effet diversification	-8 250	-4 125	100,0%	-5,37%	-2,78%	-6,43%	-3,33%
Somme simple	136 587	128 025	6,7%	88,86%	86,33%	106,43%	103,33%
Prime et réserve	126 741	122 363	3,6%	82,45%	82,51%	98,76%	98,76%
rachat	4 202	0	-	2,73%	0,00%	3,27%	0,00%
non life cat	5 644	5 662	-0,3%	3,67%	3,82%	4,40%	4,57%
Effet diversification	-2 983	-3 041	-1,9%	-1,94%	-2,05%	-2,32%	-2,45%
Somme simple	8 627	8 703	-0,9%	5,61%	5,87%	6,72%	7,02%
origine naturelle	4 847	4 851	-0,1%	3,15%	3,27%	3,78%	3,92%
Réass. Non proportionnelle	0	0	-	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
origine humaine	2 670	2 670	0,0%	1,74%	1,80%	2,08%	2,16%
autres catastrophes	1 110	1 182	-6,0%	0,72%	0,80%	0,87%	0,95%

La capacité d'absorption des impôts différés a été limitée au minimum des impôts différés passifs nets et d'un tiers du (Basic SCR + SCR opérationnel).

Les simplifications utilisées dans le calcul de solvabilité sont les suivantes :

- ü Marge pour risque : simplification «n°3»
- ü Ajustement pour défaut du réassureur non pris en compte. La notation des réassureurs amènerait à déterminer un ajustement inférieur à 10K€.
- ü Risque catastrophe santé : il est évalué sur base des chiffres transmis par PROBTP.

L'entreprise n'a pas recours à des paramètres qui lui sont propres (art. 104 de la directive).

L'entreprise n'a pas recours à la mesure transitoire relative au risque sur actions standard prévue à l'art. 173 du règlement délégué.

Les données utilisées aux fins du calcul du minimum de capital requis (MCR) ne présentent pas de différences avec celles utilisées aux fins du calcul du capital de solvabilité requis (SCR).

L'augmentation du SCR de Contrepartie provient de l'augmentation des comptes à terme et comptes sur livrets déposés auprès d'une même banque et qui sont pris en compte dans le risque de défaut de contrepartie de type 1.

L'augmentation du SCR Santé et du risque de primes et réserves sont principalement liés à la pris en compte des primes futures.

Avec des fonds propres éligibles au SCR au 31/12/2016 de 461,828M€, la CAM btp couvre son SCR à 300,4% (293,7% à fin 2015).

Le MCR est couvert à hauteur de 982,5% (923,9% à fin 2015).

E.3. UTILISATION DU SOUS-MODULE «RISQUE SUR ACTIONS» FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

La société n'a pas recours à cette disposition.

E.4. DIFFÉRENCES ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ

La société n'a pas recours à cette disposition.

E.5. NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

Comme présenté au point E2, l'entreprise respecte son capital de solvabilité requis ainsi que son minimum de capital requis.

E.6. AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information n'est à fournir concernant la gestion des fonds propres.

GLOSSAIRE

TERME	DEFINITION
ACPR	Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
BGS	Besoin global de solvabilité : § ensemble des moyens, y compris mais pas uniquement le niveau des fonds propres, nécessaires à l'assureur pour couvrir l'ensemble de ses contraintes et exigences définis par l'ORSA sur un horizon pluriannuel
HRG	Homogeneous Risk Group ou Groupe de Risques Homogènes : § segmentation des engagements de l'assureur correspondant à un ensemble de polices présentant des caractéristiques de risque similaires
LOB	Line of business ou ligne d'activité
MCR	Capital de solvabilité minimum : § capital minimum exigé par l'autorité de régulation (ACPR)
OPCVM	Organisme de Placements Collectif en Valeurs Mobilières : § portefeuille dont les fonds investis sont placés en valeurs mobilières ou autres instruments financiers
ORSA	Own Risk and Solvency Assessment ou Évaluation interne des risques et de la solvabilité : § ensemble de processus constituant un outil d'analyse décisionnelle et stratégique visant à évaluer, de manière continue et prospective, le besoin global de solvabilité lié au profil de risque spécifique de chaque organisme assureur concerné par l'application de cette norme
PDD	Provision pour Dépréciation Durable
Risk margin	Marge pour risque : § montant que l'on doit ajouter au Best Estimate pour qu'un autre assureur accepte de reprendre le passif en cas de transfert de portefeuille
SCR	Capital de solvabilité requis : § représente le capital cible nécessaire pour absorber le choc provoqué par un risque majeur, soit dans la formule standard définie par l'EIOPA, une probabilité de ruine une fois tous les 200 ans
Transparisation	Action d'identification des actifs sous-jacents dans un OPCVM
Volatility adjustment	Correction de volatilité : § correction pour volatilité de la courbe des taux d'intérêt sans risque pertinente à utiliser pour calculer la meilleure estimation de leurs engagements

S.02.01.02 - Bilan

2016

Actifs	Valeur Solvabilité II
Goodwill	
Frais d'acquisition différés	
Immobilisations incorporelles	
Actifs d'impôts différés	
Excédent du régime de retraite	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	11 285 408,62
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	738 555 485,72
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	61 379 718,16
Détenions dans des entreprises liées, y compris participations	96 233 987,40
Actions	31 836 153,20
Actions – cotées	26 068 653,51
Actions – non cotées	5 767 499,69
Obligations	158 598 894,52
Obligations d'État	54 584 319,37
Obligations d'entreprise	104 014 575,15
Titres structurés	
Titres garantis	
Organismes de placement collectif	255 634 170,36
Produits dérivés	
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	134 872 562,08
Autres investissements	0,00
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	
Prêts et prêts hypothécaires	
Avances sur police	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	
Autres prêts et prêts hypothécaires	
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	19 411 190,33
Non-vie et santé similaire à la non-vie	19 411 190,33
Non-vie hors santé	19 516 190,33
Santé similaire à la non-vie	-105 000,00
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	
Santé similaire à la vie	
Vie hors santé, UC et indexés	
Vie UC et indexés	
Dépôts auprès des cédantes	111 332 762,82
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	19 177 008,03
Créances nées d'opérations de réassurance	3 494 034,69
Autres créances (hors assurance)	2 056 535,53
Actions propres auto-détenues (directement)	
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	79 752 065,85
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	50 812,79
Total de l'actif	985 115 304,38

Passifs	Valeur Solvabilité II
Provisions techniques non-vie	428 774 367,03
Provisions techniques non-vie (hors santé)	419 015 086,67
Provisions techniques calculées comme un tout	0,00
Meilleure estimation	374 066 358,07
Marge de risque	44 948 728,60
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	9 759 280,36
Provisions techniques calculées comme un tout	0,00
Meilleure estimation	8 649 422,82
Marge de risque	1 109 857,54
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	387 328,13
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	
Marge de risque	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	387 328,13
Provisions techniques calculées comme un tout	0,00
Meilleure estimation	343 748,77
Marge de risque	43 579,36
Provisions techniques UC et indexés	
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	
Marge de risque	
Autres provisions techniques	
Passifs éventuels	
Provisions autres que les provisions techniques	493 521,00
Provisions pour retraite	1 600 182,44
Dépôts des réassureurs	
Passifs d'impôts différés	70 873 812,16
Produits dérivés	
Dettes envers des établissements de crédit	0,00
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	6 503 716,82
Dettes nées d'opérations de réassurance	3 700 118,55
Autres dettes (hors assurance)	14 068 891,52
Passifs subordonnés	
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	35 425,00
Total du passif	526 437 362,65
Excédent d'actif sur passif	458 677 941,73

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)								
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
Primes émises									
Brut - assurance directe		10 111 877,73		3 537 760,39	5 309 254,48	371 749,32	10 615 002,29	35 575 106,83	
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	20 275 452,11						281 629,45	12 256 750,28	
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	0,00	104 307,59		431 745,65	852 267,42	7 406,55	2 606 373,69	3 373 818,84	
Net	20 275 452,11	10 007 570,14		3 106 014,74	4 456 987,06	364 342,76	8 290 258,05	44 458 038,28	
Primes acquises									
Brut - assurance directe		10 111 876,59		3 548 931,38	5 341 857,69	368 073,74	10 161 756,78	35 940 352,02	
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	23 203 306,93						281 629,45	12 426 053,14	
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	0,00	104 307,59		431 745,65	852 267,42	7 406,55	2 606 373,69	3 373 818,84	
Net	23 203 306,93	10 007 569,00		3 117 185,73	4 489 590,26	360 667,19	7 837 012,55	44 992 586,32	
Charge des sinistres									
Brut - assurance directe		8 069 750,44		4 625 548,64	3 282 587,64	57 628,27	3 563 770,18	26 057 003,99	
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	21 292 169,10						-1 289 634,46	10 248 073,20	
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs	0,00	1 314,61		497 539,89	40 587,53	0,00	814 795,03	4 038 945,29	
Net	21 292 169,10	8 068 435,84		4 128 008,75	3 242 000,11	57 628,27	1 459 340,69	32 266 131,89	
Variation des autres provisions techniques									
Brut - assurance directe		0,00		-19 738,83	-2 193,20	0,00	-96 668,44	-527 746,66	
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	-67 621,77						0,00	-7 125,90	
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée									
Part des réassureurs									
Net	-67 621,77	0,00		-19 738,83	-2 193,20	0,00	-96 668,44	-534 872,56	
Dépenses engagées	2 538 428,04	1 762 774,92	0,00	738 083,65	1 432 359,46	53 898,96	2 406 026,90	10 093 076,57	0,00
Autres dépenses									
Total des dépenses									

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)			Ligne d'activité pour : réassurance non proportionnelle acceptée				TOTAL
	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport	Biens	
Primes émises								
Brut - assurance directe	719 814,79		2 619 131,00					68 859 696,82
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée								32 813 831,85
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée								-
Part des réassureurs	0,00		93 701,76					7 469 621,50
Net	719 814,79		2 525 429,23					94 203 907,16
Primes acquises								
Brut - assurance directe	729 971,85		2 601 637,27					68 804 457,31
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée								35 910 989,52
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée								-
Part des réassureurs	0,00		93 701,76					7 469 621,50
Net	729 971,85		2 507 935,51					97 245 825,33
Charge des sinistres								
Brut - assurance directe	27 133,41		1 821 589,26					47 505 011,83
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée								30 250 607,84
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée								-
Part des réassureurs	0,00		44 463,65					5 437 646,00
Net	27 133,41		1 777 125,61					72 317 973,67
Variation des autres provisions techniques								
Brut - assurance directe	0,00		0,00					-646 347,13
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée								-74 747,68
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée								-
Part des réassureurs								-
Net	0,00		0,00					-721 094,80
Dépenses engagées	95 913,08	0,00	464 315,11	0,00	0,00	0,00	0,00	19 584 876,69
Autres dépenses								838 122,90
Total des dépenses								20 422 999,59

	Ligne d'activité pour : engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		TOTAL
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	
Primes émises									
Brut						0,00			0,00
Part des réassureurs						0,00			0,00
Net						0,00			0,00
Primes acquises									
Brut						0,00			0,00
Part des réassureurs						0,00			0,00
Net						0,00			0,00
Charge des sinistres									
Brut						15 426,99			15 426,99
Part des réassureurs									
Net						15 426,99			15 426,99
Variation des autres provisions techniques									
Brut						-1 919,61			-1 919,61
Part des réassureurs									
Net						-1 919,61			-1 919,61
Dépenses engagées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dépenses									
Total des dépenses									0,00

	Assurance avec participation aux bénéficiés	Assurance indexée et en unités de compte		Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (vie hors santé, y compris UC)
		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
Provisions techniques calculées comme un tout								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout								
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque								
Meilleure estimation								
Meilleure estimation brute						343 748,77		343 748,77
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie								
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total						343 748,77		343 748,77
Marge de risque						43 579,36		43 579,36
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques								
Provisions techniques calculées comme un tout								
Meilleure estimation								
Marge de risque								
Provisions techniques – Total						387 328,14		387 328,14

	Assurance santé (assurance directe)		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
Provisions techniques calculées comme un tout					
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout					
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque					
Meilleure estimation					
Meilleure estimation brute					
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie					
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite – total					
Marge de risque					
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques					
Provisions techniques calculées comme un tout					
Meilleure estimation					
Marge de risque					
Provisions techniques – Total					

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée					
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport
Provisions techniques calculées comme un tout						
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout						
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque						
Meilleure estimation						
Provisions pour primes						
Brut	0,00	44 387,02		131 761,85	-977 656,51	-150 182,60
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie		-105 000,00		-166 867,75	-415 185,61	-7 169,97
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	0,00	149 387,02		298 629,60	-562 470,90	-143 012,63
Provisions pour sinistres						
Brut	5 685 005,07	2 920 030,73		11 928 630,99	961 387,57	49 342,04
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie				3 557 742,09	11 594,54	
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	5 685 005,07	2 920 030,73		8 370 888,89	949 793,04	49 342,04
Total meilleure estimation – brut	5 685 005,07	2 964 417,75		12 060 392,84	-16 268,93	-100 840,56
Total meilleure estimation – net	5 685 005,07	3 069 417,75		8 669 518,49	387 322,14	-93 670,59
Marge de risque	720 726,64	389 130,90		1 099 093,64	49 103,45	-11 875,26
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques						
Provisions techniques calculées comme un tout						
Meilleure estimation						
Marge de risque						
Provisions techniques – Total						
Provisions techniques – Total	6 405 731,71	3 353 548,65		13 159 486,48	32 834,52	-112 715,82
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total		-105 000,00		3 390 874,34	-403 591,07	-7 169,97
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	6 405 731,71	3 458 548,65		9 768 612,13	436 425,59	-105 545,85

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée					
	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement	Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses
Provisions techniques calculées comme un tout						
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout						
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque						
Meilleure estimation						
Provisions pour primes						
Brut	-2 210 796,60	-5 993 932,93		-559 837,48		-711 542,62
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	-728 282,34	-2 085 117,47				-121 215,33
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	-1 482 514,26	-3 908 815,45		-559 837,48		-590 327,29
Provisions pour sinistres						
Brut	23 191 754,00	343 576 519,57		92 652,31		4 738 258,48
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	455 982,69	18 700 942,36				313 767,12
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	22 735 771,31	324 875 577,21		92 652,31		4 424 491,36
Total meilleure estimation – brut	20 980 957,40	337 582 586,64		-467 185,18		4 026 715,85
Total meilleure estimation – net	21 253 257,05	320 966 761,75		-467 185,18		3 834 164,07
Marge de risque	2 694 419,49	40 691 132,54		-59 228,23		486 082,97
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques						
Provisions techniques calculées comme un tout						
Meilleure estimation						
Marge de risque						
Provisions techniques – Total						
Provisions techniques – Total	23 675 376,89	378 273 719,18		-526 413,41		4 512 798,83
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total	-272 299,65	16 615 824,89				192 551,79
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	23 947 676,54	361 657 894,29		-526 413,41		4 320 247,04

	Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non vie
	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle	
Provisions techniques calculées comme un tout					
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout					
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque					
Meilleure estimation					
Provisions pour primes					
Brut					-10 427 799,87
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie					-3 628 838,47
Meilleure estimation nette des provisions pour primes					-6 798 961,40
Provisions pour sinistres					
Brut					393 143 580,76
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie					23 040 028,81
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres					370 103 551,95
Total meilleure estimation – brut					382 715 780,89
Total meilleure estimation – net					363 304 590,56
Marge de risque					46 058 586,15
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques					
Provisions techniques calculées comme un tout					
Meilleure estimation					
Marge de risque					
Provisions techniques – Total					
Provisions techniques – Total					428 774 367,03
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie – total					19 411 190,33
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite					409 363 176,70

S.19.01.21 - Sinistres en non-vie

2016

Année d'accident/de souscription - 1. Année d'accident

Sinistres payés bruts (non cumulés) (valeur absolue)

Année	Année de développement											Pour l'année en cours	Somme des années (cumuls)	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et +			
Précédentes													244 312,04	208 725 170,99
2007	26 781 440,27	7 465 138,12	2 347 843,74	1 904 137,99	1 863 136,23	651 055,01	1 419 569,68	1 259 545,11	1 298 332,82	638 400,62			638 400,62	45 628 599,58
2008	27 840 189,60	8 873 634,15	1 869 444,69	1 446 285,66	1 155 770,46	2 051 591,91	1 614 677,28	1 479 378,93	1 052 534,39				1 052 534,39	47 383 507,06
2009	32 015 276,22	9 800 697,53	2 278 664,08	1 715 645,80	2 048 621,40	2 595 265,96	1 312 789,94	358 180,36					358 180,36	52 125 141,29
2010	33 986 920,61	10 211 504,59	3 510 670,63	2 088 707,08	1 943 702,21	1 113 725,83	1 666 193,31						1 666 193,31	54 521 424,26
2011	33 489 992,54	10 718 806,62	2 496 490,09	1 828 446,99	2 212 901,06	2 093 044,03							2 093 044,03	52 839 681,33
2012	33 496 554,54	10 332 654,64	4 638 896,54	2 317 371,29	1 261 137,50								1 261 137,50	52 046 614,51
2013	36 297 661,71	12 243 156,77	3 338 203,20	2 279 802,14									2 279 802,14	54 158 823,83
2014	37 367 519,35	13 018 509,64	3 932 060,49										3 932 060,49	54 318 089,48
2015	35 723 203,69	11 825 847,32											11 825 847,32	47 549 051,01
2016	39 189 111,02												39 189 111,02	39 189 111,02
TOTAL													64 540 623,21	708 485 214,35

**Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées
(valeur absolue)**

Année	Année de développement											Fin d'année (données actualisées)	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10		
Précédentes												69 935 451,48	69 935 451,48
2007												1 648 238,22	16 480 238,22
2008										17 817 979,96			17 817 979,96
2009									1 264 789,19				12 647 809,19
2010							135 434,27						13 054 034,27
2011						13 935 799,68							13 935 799,07
2012					1 144 588,46								11 445 808,46
2013				1 975 283,20									19 750 283,20
2014			1 471 138,67										14 701 138,67
2015		17 658 843,35											17 658 843,04
2016	37 593,92												30 007 593,92
Total													237 434 979,46

	Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35					
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	400 000,00	400 000,00			
Comptes mutualistes subordonnés					
Fonds excédentaires	247 330 953,31	247 330 953,31			
Actions de préférence					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence					
Réserve de réconciliation	210 946 988,42	210 946 988,42			
Passifs subordonnés	0,00				
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Déductions					
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers					
Total fonds propres de base après déductions	458 677 941,73	458 677 941,73			
Fonds propres auxiliaires					
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel					
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE					
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	3 150 000,00			3 150 000,00	
Autres fonds propres auxiliaires					

	Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
Total fonds propres auxiliaires	3 150 000,00			3 150 000,00	
Fonds propres éligibles et disponibles					
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	461 827 941,73	458 677 941,73		3 150 000,00	
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	458 677 941,73	458 677 941,73	0,00	0,00	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	461 827 941,73	458 677 941,73	0,00	3 150 000,00	0,00
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	458 677 941,73	458 677 941,73	0,00	0,00	
Capital de solvabilité requis	153 718 761,73				
Minimum de capital requis	46 682 897,15				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	3,00				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	9,83				

Réserve de réconciliation	
Excédent d'actif sur passif	458 677 941,73
Actions propres (détenues directement et indirectement)	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	
Autres éléments de fonds propres de base	247 730 953,31
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	
Réserve de réconciliation	210 946 988,42
Bénéfices attendus	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	

S.25.01.21 - Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard 2016

	Capital de solvabilité requis brut	PPE/USP	Simplifications
Risque de marché	133 014 202,99		Néant
Risque de défaut de la contrepartie	10 474 441,05		
Risque de souscription en vie	29 851,29	Néant	Néant
Risque de souscription en santé	7 159 383,71	Néant	Néant
Risque de souscription en non-vie	128 337 321,29	Néant	Néant
Diversification	-65 904 099,88		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	0,00		
Capital de solvabilité requis de base	213 111 100,45		

Calcul du capital de solvabilité requis	
Risque opérationnel	11 481 473,43
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	0,00
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	-70 873 812,15
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	0,00
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	153 718 761,73
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	0,00
Capital de solvabilité requis	153 718 761,73
Autres informations sur le SCR	
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	0,00
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	0,00
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	0,00
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	0,00
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	0,00

**S.28.01.01 - Minimum de capital requis (MCR) – Activité d'assurance
ou de réassurance vie uniquement ou activité d'assurance
ou de réassurance non-vie uniquement**

2016

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

Résultat MCR _{NL}	46 675 678,42
----------------------------	---------------

	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	5 685 005,07	23 189 743,45
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	3 069 417,75	10 000 868,43
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	0,00	0,00
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	8 669 518,49	3 123 643,26
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	387 322,13	4 473 446,17
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	-93 670,59	364 093,65
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	21 253 257,05	7 881 793,52
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	320 966 761,76	45 517 341,99
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	0,00	0,00
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	-467 185,18	753 312,06
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	0,00	0,00
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	3 834 164,07	2 529 617,81
Réassurance santé non proportionnelle	0,00	0,00
Réassurance accidents non proportionnelle	0,00	0,00
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	0,00	0,00
Réassurance dommages non proportionnelle	0,00	0,00

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

Résultat MCR _L	7 218,72
---------------------------	----------

	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	0,00	
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	0,00	
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	0,00	
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	343 748,77	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie		0,00

Calcul du MCR global

MCR linéaire	46 682 897,15
Capital de solvabilité requis	153 718 761,73
Plafond du MCR	69 173 442,78
Plancher du MCR	38 429 690,43
MCR combiné	46 682 897,15
Seuil plancher absolu du MCR	3 700 000,00
Minimum de capital requis	46 682 897,15